

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F80.

Luxembourg : 15 FL / Hollande : 1 florin / Portugal : 15 Esc / Italie : 350 L / Belgique : 18 FB / Grèce : 22 DR / Suisse : 1 FS / Suède : 2,25 KR / Algérie : 1,60 dinar / Maroc : 2,10 dirams

La rupture des négociations israélo-égyptiennes

UN COMPROMIS IMPOSSIBLE

L'initiative du président Sadate se trouve dans une impasse et risque rapidement de se conclure par un échec cuisant de la diplomatie égyptienne. En reconnaissant Israël et en se rendant à Jérusalem, le président égyptien était persuadé qu'il parviendrait à forcer Israël, directement ou par le biais de pressions internationales, à négocier sérieusement les termes d'une paix au Proche-Orient. Pour Sadate, les choses semblaient au premier abord simples : Israël a besoin de paix et de sécurité, les Etats arabes veulent récupérer les territoires qu'Israël occupe depuis juin 1967. L'Egypte est donc prête à garantir la paix et la sécurité de l'Etat sioniste en échange du retrait des territoires occupés. Cette formule est d'ailleurs défendue par la plupart des régimes arabes et des Etats impérialistes. Et même, dans la mesure où Israël refuserait un tel compromis, les Etats-Unis feraient pression pour qu'Israël se soumette.

Or, en lançant il y a deux mois son initiative, Sadate n'a pas compris que pour l'Etat sioniste, la conquête de nouveaux territoires n'est pas seulement ni avant tout une question de sécurité mais une question politique sur laquelle un gouvernement sioniste ne peut céder, à moins que de formidables pressions ne soient exercées sur l'Etat juif. Or, non seulement les divers gouvernements israéliens ont toujours déclaré qu'ils n'envisageaient pas de revenir aux frontières de juin 1967, mais Begin s'est même vu obligé, sous la pression de l'opinion publique sioniste, de revenir sur ses engagements antérieurs selon lesquels il était prêt à se retirer de l'ensemble de la péninsule du Sinai.

Deux positions irréconciliables s'opposent donc dans le cadre des négociations israélo-égyptiennes. D'une part, l'Egypte qui aspire à une paix globale avec l'Etat sioniste en échange d'un retrait des forces israéliennes des territoires occupés en 1967 et qui voudrait négocier les garanties militaires et politiques pour la sécurité d'Israël, voire même quelques concessions territoriales mineures. Et de l'autre côté, Israël qui refuse l'idée d'un retrait général des territoires occupés et voudrait se limiter à des négociations sur la fin de l'état de belligérance en échange de concessions territoriales, certes importantes, sur le front du Sinai.

Une telle position est évidemment inacceptable par l'Egypte qui espérait qu'Israël, alléchée par les garanties proposées par Sadate, revienne sur sa position de base. Il n'en a rien été et c'est un dialogue de sourds qui s'est déroulé ces derniers jours à Jérusalem. Comment faire céder Israël ? Pour Sadate les réponses semblaient claires : les Etats-Unis feront pression sur Israël afin que ce dernier accepte les grandes lignes de la formule égyptienne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, contrairement aux négociations militaires qui ont commencé la semaine dernière au Caire, les Etats-Unis jouent un rôle central dans les négociations de Jérusalem.

En décidant de stopper les négociations de Jérusalem, Sadate reconnaît tout d'abord avoir été floué et exige d'arrêter le cirque. Il s'adresse en plus à Carter, pour que celui-ci prouve si oui ou non il est prêt à faire pression sur Israël, en menaçant de démissionner en cas d'échec et de laisser la place à des éléments « extrémistes » qui pourraient remettre en question toute la politique modérée de Sadate et l'alignement de l'Egypte sur les positions de l'impérialisme.

Il semble donc que Sadate ait perdu ses illusions sur les vellétés de paix des dirigeants sionistes et qu'il mise sa dernière carte sur les pressions de Washington. Mais tout laisse croire que cette carte n'est pas moins illusoire que le pacifisme de Begin ou Dayan.

Ces pressions ne feraient qu'affaiblir ce qui reste le bastion n° 1 de l'impérialisme au Proche-Orient.

Les rumeurs en provenance de Washington, selon lesquelles les dirigeants américains ne croient pas à une solution globale mais tentent d'orienter les négociations vers un accord limité dans le temps, confirment, si cela était nécessaire, que ceux-ci adaptent leur ligne à la position intransigeante des dirigeants sionistes. Ceci est pour le moins contradictoire avec les espoirs du président égyptien.

Que ce soit à cause d'une mécompréhension de la nature de l'expansionisme sioniste, ou d'illusions sur les vellétés de Washington de faire pression sur l'Etat juif, Sadate a joué son pari sur la base d'un faux calcul. Il va devoir en payer le prix.

Michel Warshawski

L'ARRESTATION D'UN PDG



Ces deux hommes à droite sur la photo, mi-grave minarquois, travaillent dans l'entreprise Benoto. L'homme qu'ils regardent passer, encadré par deux policiers et menottes aux poings, est leur ancien patron, M. Angot. L'ancien P-DG de cette entreprise de Béthune, qui fabriquait des bennes et du matériel de forage, a été écroué mercredi soir à la demande du juge de Charette. Que lui reproche-t-il ?

Dans la nuit du 13 mars dernier, les ouvriers de l'entreprise Benoto qui occupent les locaux à la suite de l'annonce de 90 licenciements parmi les 356 salariés que compte la société, se voient brusquement attaqués par un commando de plusieurs personnes. Echauffourée, coups échangés ; finalement la police, alertée, intervient sans procéder, cependant, à une quelconque interpellation. La

direction de l'entreprise avoue quelque temps après avoir été à l'instigation de cette attaque opérée par quelques hommes payés par elle.

Saisi d'une information contre X pour coups et blessures volontaires, violences avec préméditation, port d'arme, le juge d'instruction Patrice de Charette a abouti, à l'issue de l'enquête, à la conviction que l'ancien P-DG

avait bel et bien tout organisé. Une nouvelle fois — c'est lui qui avait ordonné l'incarcération d'un P-DG, Chapron, à la suite d'un accident mortel survenu à un travailleur de l'entreprise qu'il dirigeait — le juge d'instruction de Charette a donc su prendre une décision courageuse qui, n'en doutons pas, soulèvera, dans les prochaines heures, l'indignation de tout le ban et l'arrière-ban du patronat...

N°555 VENDREDI 20 JANVIER 1978

La bombe et la mèche

M. Lionel Stoléro n'est pas content. M. Lionel Stoléro a été pris par surprise. M. Lionel Stoléro « désapprouve ». Le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés est pris si au sérieux par le patronat que nul n'avait jugé utile de l'informer du contenu du rapport d'Ambroise Roux lors de l'assemblée générale du CNPF, mardi à Paris. Si bien que M. Lionel Stoléro n'a apparemment appris que par la presse, l'une des principales propositions de ce rapport : le refluxement, d'ici 1985, d'un million de travailleurs immigrés. Entre temps, la CFDT, le MRAP, le PC avaient fait connaître leur indignation face à une campagne « visant à faire des travailleurs immigrés les responsables et la solution du chômage. »

Avec deux bonnes longueurs de retards, M. Stoléro s'est donc fâché. Ce qui a donné, textuellement : « Je désapprouve ces propos (...) Aucun chiffre en matière d'aide au retour ne peut être fixé. »

C'est dire l'ampleur de l'indignation de celui qui est théoriquement chargé de veiller à la sécurité des travailleurs immigrés.

Notant le désaccord apparent entre le secrétaire d'Etat et le CNPF, « le Monde » remarque, hier : « La bombe de M. Amboise Roux ne sera-t-elle qu'un pétard mouillé ? » Il nous semble plutôt que le dépit de Soléro vient de ce que Roux a trop tôt vendu la mèche.

Eric Eauvives

Le Mondial en Argentine : entretien avec Marek Halter

• Dans un peu plus de quatre mois, la Coupe du monde de football devrait débuter par le match Allemagne de l'Ouest-Pologne au stade River Plate de Buenos-Aires, en Argentine. La junte militaire qui gouverne ce pays, et dont le chef de file est le général Videla, tient à ce que cette compétition sportive se déroule dans les meilleures conditions possibles. Elle veut ainsi donner une image tronquée du pays, marqué par une répression sanglante contre toute opposition et par un nombre record de prisonniers politiques. Nous avons rencontré Marek Halter qui fut le premier à lancer l'idée du boycott de l'Argentine comme siège de la Coupe du monde. Il répond ici à quelques une de nos questions...

Lire page 12

Peyrefitte visite Fleury, 250 détenus font la grève de la faim à la Santé

• Peyrefitte ne manque pas d'air. Il visitait hier la prison de Fleury-Mérogis. Il y a sorti quelques unes de ces phrases qui ne mangent pas de pain sur « les relations humaines », « l'entreprise de réinsertion sociale des détenus, hommes en sursis de retour dans la société », des phrases qui font bien rigoler l'administration pénitentiaire qui n'a qu'à continuer de faire comme si elle ne les avait pas entendues. Ce n'est pas ça en tout cas qui empêche les quartiers de haute sécurité de continuer leur illégale existence. Dans le secret de son ministère, Peyrefitte couvre et fait virer par ses flics une manifestation trop bruyante qui les dénonçait sous ses fenêtres. Que n'est-il aller visiter la prison de la Santé ! 250 détenus y font la grève de la faim et, justement, ils réclament tout ce que Peyrefitte promettait dans son discours de Fleury.

Lire page 9

Rouge condamné

• Pour avoir publié une interview de militants du FLNC Corse, « Rouge » vient d'être condamné à 2 000 F d'amende par la XVII^e chambre correctionnelle. On lui reproche d'avoir fait « l'apologie des crimes de meurtre »...

Lire page 7

Les oppositions dans la CGT

• Après son passage à la télévision mercredi soir, Georges Séguy a clarifié l'attitude qu'allait prendre la direction de la CGT : il ne semble plus question d'ignorer superbement — du moins en public — les oppositions qui se sont révélées par l'intervention d'un nombre grandissant de militants. La bataille semble devenir de plus en plus frontale. En quelque sorte, la campagne électorale est lancée au sein de la CGT.

Lire page 8

LA RUPTURE DES NEGOCIATIONS ISRAELO-EGYPTIENNES

Alors que les discussions de la commission politique israélo-égyptienne semblaient se poursuivre normalement et que les porte-parole des trois délégations parlaient unanimement de « progrès dans les négociations », le président Sadate a de nouveau choisi d'intervenir d'une façon spectaculaire dans le cours des pourparlers. C'est en effet par un communiqué, publié par la radio égyptienne, que la délégation dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Kamel, a appris mercredi soir que le président égyptien exigeait leur retour immédiat au Caire et décidait ainsi de bloquer le cours des négociations.

De notre correspondant à Jérusalem.

A Jérusalem, la première réaction a été la stupeur, tant de la part des Israéliens que des Egyptiens ou des Américains. Les membres de la délégation égyptienne se sont bien évidemment refusés à faire le moindre commentaire, si ce n'est pour affirmer que rien ne laissait présager pour l'instant qu'un point final était mis aux négociations israélo-égyptiennes. Quant au gouvernement israélien, il s'est réuni jusque tard dans la nuit pour rédiger un communiqué qui exprime le regret du gouvernement face à l'interruption des pourparlers; interruption qui confirme à nouveau que les Egyptiens se sont fait des illusions en croyant qu'Israël allait accepter les exigences « exorbitantes » de la délégation égyptienne. Le communiqué remarque, entre autres, que : « La délégation égyptienne a exigé le retrait des forces israéliennes du Sinaï, du Golan, de la Judée, de la Samarie et de Gaza. Le ministre des Affaires étrangères égyptien n'a même pas hésité à exiger qu'Israël remette Jérusalem en des mains étrangères... Il n'y a pas et il n'y aura jamais en Israël de gouvernement qui accepte de telles conditions. » Les termes de ce communiqué confirment que c'est le refus d'Israël d'accepter le principe d'un retrait des territoires occupés en juin 1967, même en échange d'un traité de paix, qui a poussé le président Sadate à interrompre ce qu'il a lui-même caractérisé comme une comédie.

Les Egyptiens parlent de paix et veulent discuter des garanties pour la sécurité de l'Etat juif. Les Israéliens répondent par des exigences territoriales. C'est un dialogue de sourd et Sadate n'a aucun intérêt à le poursuivre. La déclaration du ministre égyptien de l'Information est claire sur ce point : « En étudiant les propositions israéliennes et en écoutant les déclarations de MM. Begin et Dayan, il est évident que ceux-ci ne veulent qu'obscurcir les problèmes et proposer des solutions provisoires qui ne peuvent en aucun cas faire aboutir des négociations pour une paix globale et juste dans la région. Le président Sadate a pris cette décision pour que les pourparlers ne continuent pas en cercle vicieux. L'Egypte n'a jamais caché ses positions qui sont claires et sans équivoques et partent de la nécessité d'un retrait total des forces israéliennes des territoires occupés en juin 1967... Si les juifs ont été déracinés

de leur patrie, dispersés à travers le monde, ce n'est pas une raison pour que les Palestiniens vivent à l'ombre de l'occupation et payent le prix de la souffrance des juifs. Si Israël s'imaginerait qu'une colonie ici ou là, un aéroport ici ou là sont plus importants pour sa sécurité que de convaincre ses voisins de la nécessité et de la possibilité d'une coexistence pacifique entre eux, cela signifie qu'elle préfère une paix imposée par la force à une paix établie sur la foi dans les principes de la paix. »

En interrompant les négociations, Sadate lance un dernier SOS à Washington et exige de savoir si oui ou non Carter est prêt à imposer à l'Etat sioniste le principe d'une paix, basée sur la garantie de la sécurité d'Israël en échange du retrait des territoires occupés. Pour l'instant, en tout cas, c'est surtout sur Le Caire que s'exercent les pressions. En effet, mercredi soir, au cours d'une conversation téléphonique avec Sadate, le président américain a réussi à obtenir du président égyptien qu'il revienne sur sa déclaration selon laquelle il annulait la prochaine séance de la commission militaire qui devait se réunir au Caire à la fin de la semaine. Ceci a permis à Israël de reprendre l'initiative et de déclarer que la délégation israélienne ne se rendrait pas au Caire avant que le président Sadate ne clarifie ses positions lors de la session extraordinaire du Parlement égyptien qui doit avoir lieu demain.

Quand aux dirigeants sionistes, ils ne semblent pas craindre outre mesure les pressions américaines.



Le ministre des Affaires étrangères égyptien avec Moshe Dayan après l'annonce du rappel par Sadate de la délégation égyptienne.

Les divers communiqués officiels ainsi que les déclarations de Begin et Dayan sont de plus en plus arrogants, confirmant que le discours provocateur du Premier ministre israélien lors du banquet qu'il donnait il y a quatre jours en l'honneur des ministres des Affaires étrangères égyptien et américain n'était pas une « gaffe diplomatique » mais

bien l'expression d'une politique qui peut se résumer par la formule suivante : on est prêt à tout négocier, mais quiconque exige de nous un retrait de l'ensemble des territoires occupés en 1967, la redivision de Jérusalem, ou l'autodétermination des Palestiniens ne peut s'attendre qu'à un refus et ferait bien de réexaminer ses positions.

A moins d'envisager une capitulation pure et simple de l'Egypte, ce n'est pas l'habileté à rédiger des formules vides susceptibles de satisfaire tout le monde qui va permettre de trouver dans les faits un compromis entre deux conceptions irréconciliables.

Michel Warszawski

Les négociations pour former un gouvernement LES PETARDS MOUILLES DU PCI

Les consultations du président Leone pour la formation d'un gouvernement se sont poursuivies, hier, avec les délégations des principaux partis politiques constitutionnels. Tard dans la soirée, Leone devait charger le Premier ministre sortant, Andreotti — désigné à l'unanimité par la direction de la démocratie chrétienne pour se succéder à lui-même — de former le nouveau gouvernement.

Apparemment, les différents partis campent sur leur position. Mercredi, le PCI réunissait à Rome ses secrétaires de fédérations afin de sonder un peu l'humeur des militants. Réunion importante dans la mesure où les responsables fédéraux sont les plus soumis aux « pressions » de la base et du monde syndical. Le maintien de la position « dure » du PCI à l'issue de cette réunion révèle plus l'état d'esprit du parti qu'une fermeture de la direction communiste à toute solution autre que son entrée dans un gouvernement d'urgence.

Réaffirmant la nécessité de mettre en place un gouvernement d'unité nationale, le porte-parole du PCI a déclaré : « Les élections anticipées doivent être évitées pour ne pas détourner le pays de son effort de grand renouvellement. Et les décisions unilatérales d'un parti (même si c'est la DC ne peuvent pas légitimer la dissolution anticipée des chambres. Dans le parlement du 20 juin il existe la possibilité de garantir, de toute façon, la continuité de la

législature. » Ce qui signifie, en termes clairs, que le président Leone pourrait appeler à la formation d'un gouvernement PCI-PSI-Parti républicain et Parti social-démocrate, les quatre partis qui ont ouvert la crise en retirant leur soutien à Andreotti et qui disposent d'une majorité arithmétique à la chambre.

Qu'il s'agisse une fois de plus d'un pétard mouillé du PCI, ceci est confirmé par les déclarations mêmes que se sont empressés d'ajouter les responsables communistes. Il ne s'agit que d'un avertissement, à la DC expliquent-ils car leur perspective fondamentale demeure un accord avec ce parti. D'autre part, la majorité des quatre partis en question n'est qu'arithmétique dans la mesure où le PRI et le PSDI se sont immédiatement déclaré fermement opposés à une telle alliance.

Outre cet « avertissement » à la DC visant à lui demander de faire plus de concessions, cette déclaration du PCI traduit pour la première fois son opposition nette à des élections anticipées. Il insiste, en effet, sur la nécessité d'arriver à un accord programmatique qui permette de résoudre la question des référendums (dont quatre et non sept comme nous l'annonçons par erreur hier ont été reconnus constitutionnels) du Parti radical.

La Démocratie chrétienne n'a pas encore donné de réponse à l'« avertissement » de Berlinguer.

Anna Libero

Amendola (PCI) : « Combattre les goûts de luxe des ouvriers »

« Pas d'austérité de gauche » affirmait mercredi soir Georges Ségué à Antenne 2, martelant ce qui semble devoir être le thème de la campagne électorale de son parti, le PCF. Mais ce qui est vrai de ce côté-ci des Alpes ne l'est pas de l'autre apparemment, comme le montre ce vibrant appel à l'austérité lancé aux ouvriers par le communiste Giorgio Amendola, réputé en Italie pour dire tout haut ce que la direction de son parti pense tout bas.

« On a assisté dans le pays à une poussée, à la croissance de la jungle des revenus, des retraites anormales, aux effets pervers (?) d'une échelle mobile généralisée, à l'éclatement des égoïsmes corporatistes (...). » Pour y remédier « un discours sévère peut être adressé aux travailleurs seulement par qui a, moralement, les papiers en règle. (...) » « Aujourd'hui, la pollution morale a touché également des secteurs de la classe ouvrière dans leur course à accroître à tous prix les revenus. A quoi cela a-t-il servi de lutter pour la réduction du temps de travail si le temps libre ainsi gagné et devrait être réservé pour la famille, le sport, la culture, les activités politiques, est utilisé aujourd'hui par beaucoup de travailleurs pour allonger toujours plus la journée de travail avec les heures supplémentaires et le double emploi ? Mais les besoins augmentent, dit-on, et les salaires

perdent de leur valeur. Non les salaires réels ont augmenté de 4 ou 5 points l'an passé. Et quels besoins ? Une politique d'austérité exige une échelle différente des valeurs. Pourquoi se tuer de fatigue pour employer les augmentations de revenus à acquérir des biens non nécessaires, la nouvelle voiture, les meubles coûteux, ou les folles dépenses pour les mariages — peu importe s'il est civil ou religieux — dépenses de pur prestige, la robe de mariée, les confettis, la cadeau, le banquet de noces, selon les coutumes de la vieille bourgeoisie.

Il faut affirmer les vraies valeurs de la vie, l'amour qui n'a pas besoin des cérémonies fastueuses, la famille, l'éducation des enfants (ça c'est pour les femmes au chômage, NDLR), l'engagement politique qui est la garantie de liberté, la dignité de la vie, le refus des fourberies et des recommandations, ce qui veut dire accomplir une véritable promotion humaine, l'émancipation des travailleurs. » Extrait du discours d'Amendola au congrès des ACLI (Association de travailleurs catholiques) 12 janvier 1978

Assez de débauche de confettis, donc ! Et pendant ce temps-là, les patrons italiens continuent sans soucis à exporter leurs capitaux dans les coffres des banques de Zurich. Car l'austérité que défend le PCI ne leur est pas adressée !



et pourtant elle tourne

● Mort d'un dirigeant du MIR au Chili

Les services de sécurité chiliens ont tué de deux balles German Cortez Rodriguez, considéré comme le « numéro 2 » du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Selon la version fournie à la presse mercredi, la centrale nationale d'information (CNI, ex-DINA), le militant du MIR a tenté d'abattre deux policiers avec une arme qu'il venait juste de prendre à leur insu dans son appartement à Santiago.

Un autre dirigeant du MIR, Gabriel Riveros, avait été abattu lundi par la police dans un faubourg de la capitale chilienne.

● Accord entre le gouvernement bolivien et les grévistes de la faim

La crise politique ouverte ces derniers jours en Bolivie par la grève de la faim de plus de 1 300 personnes a connu un nouveau rebondissement jeudi à 1 h du matin, par la réalisation d'un accord en quatre points entre le ministère de l'Intérieur et des représentants des grévistes de la faim.

L'accord prévoit : 1) l'amnistie générale pour tous les Boliviens prisonniers, exilés, mis en résidence surveillée et fugitifs, que ce soit pour des raisons politiques ou syndicales.

2) La réintégration de tous les mineurs renvoyés, sous la surveillance d'une commission tripartite, syndicats, patronat et gouvernement.

3) Les travailleurs réintégrés seront reconduits dans les mêmes fonctions, avec la même ancienneté.

4) Le gouvernement offre des garanties à tous les grévistes de la faim et à ceux qui les ont soutenus, et s'engage à libérer immédiatement les grévistes de la faim emprisonnés.

L'accord a été négocié entre l'ex-président bolivien, Jorge Siles Salinas, président de l'Assemblée nationale pour les droits de l'homme, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et l'archevêque de La Paz qui avait menacé de faire fermer la prochaine fin de semaine toutes les églises du pays si un accord n'intervenait pas.

Le gouvernement avait déjà offert solennellement mercredi une amnistie générale, mais de nombreux grévistes n'avaient pas estimé cette mesure satisfaisante.

● La Grande-Bretagne mollement condamnée pour des « traitements inhumains et dégradants » en Irlande du Nord

La Cour européenne des droits de l'homme, statuant dans l'affaire Irlande (Eire) contre le Royaume-Uni, tout en condamnant la Grande-Bretagne pour des traitements inhumains et dégradants en Ulster, a rendu mercredi un arrêt « très nuancé » plutôt favorable à Londres et « qui tient compte de la situation en Irlande du Nord ».

Cet arrêt, rendu six ans après la requête de Dublin, reste dans l'ensemble assez favorable au gouvernement britannique. La Cour des droits de l'homme n'a pas retenu la thèse de la commission qui, en 1976, après enquête en Ulster, avait estimé que les « cinq techniques » utilisées par les forces de Sa Majesté britannique constituaient une torture, thèse que le gouvernement travailliste n'avait même pas contestée à l'époque.

● Le procès Grönewold

Quatrième jour du procès de Kurt Grönewold à Hambourg. Dans une interview accordée au journal alsacien « Uss'm follik », l'un de ses défenseurs, M. Houver, avocat à Strasbourg, explique : « M Grönewold a été inculpé par le procureur Bubak. Le dossier comporte 5 000 pages, l'acte d'accusation 250 et il y a 85 témoins à charge. On a reproché à Grönewold d'avoir intaqué un système d'information entre les détenus de la RAF. Il s'agit d'une lettre d'un détenu, client de Grönewold, arrivé à son étude en son absence et destinée à un autre membre de la RAF. Ainsi, Grönewold est accusé « d'avoir concouru au renforcement de la détermination des détenus ».

● Des étudiants indonésiens demandent un gouvernement « honnête »

Quinze leaders étudiants de Semarang, au centre de l'île de Java, ont rencontré jeudi le speaker du congrès, Adam Malid, pour lui demander l'établissement d'un gouvernement « honnête » en Indonésie.

Les étudiants ont critiqué la politique économique du gouvernement, la corruption et l'abus de pouvoir des personnalités et l'inégalité devant la loi. Ils ont souligné aussi l'inefficacité du congrès dans l'exercice du droit de contrôle.

● Kouznetzov en grève de la faim depuis un mois en URSS

L'écrivain juif Edouard Kouznetzov a entamé le 17 décembre, dans le « camp à régime sévère » de Mordovie où il est détenu, une grève de la faim pour protester contre le refus des autorités pénitentiaires de l'autoriser à recevoir la visite légale à laquelle il a droit, chaque année, et que devaient lui rendre l'académicien Andreï Sakharov et son épouse.

Kouznetzov avait été condamné à mort en décembre 1970 à Léningrad pour avoir projeté de s'emparer d'un avion, afin de gagner Israël, mais sa peine avait été commuée en 15 ans de prison.

Comment le PSD a doublé à droite le CDS qui vient de s'allier au PS

LES RECLASSEMENTS DE LA DROITE PORTUGAISE

Le chassé-croisé qui s'est opéré entre le Centre démocratique et social, qui vient de former une coalition de gouvernement avec le Parti socialiste et le Parti social-démocrate, l'ancien Parti populaire démocratique de Sa Carneiro, peut laisser circonspects ceux qui n'ont pas suivi de près l'évolution politique et les reclassements qui se sont opérés dans la droite portugaise.

Longtemps, le CDS a été qualifié de « parti fasciste légal ». Il est vrai que beaucoup de Portugais ont en mémoire le rôle joué par ce parti, resté dans l'opposition de droite pendant les six gouvernements provisoires, lors des coups d'Etat successifs, le rassemblement de la majorité silencieuse du 28 septembre 1974 ou le coup raté de Spínola le 11 mars. Après cette dernière tentative, les travailleurs portugais avaient spontanément pris pour cible le CDS, attaquant ses locaux et exigeant son interdiction. Le CDS incarne d'autant mieux, pour une large fraction de la classe ouvrière, la « menace fasciste », que cette formation avait eu l'imprudence ou l'impudence de placer à sa tête des anciens conseillers de Caetano comme Freitas do Amaral ou des demi-soldes de l'aventure coloniale comme le général Galvão de Melo.

En fait, les élections à l'assemblée constituante en avril 1975, puis les événements de « l'été chaud » 1975 et les élections à l'assemblée de la République, le 25 avril 1976, montraient que les bases sociales des deux partis n'étaient guère différentes. Leur clientèle électorale est à peu près identique : c'est la masse de ces petits propriétaires terriens du nord du Tage, regroupés dans la Confédération des agriculteurs portugais et qui chassaient en août 1975 leur peur de réforme agraire à coups de casse-tête, du côté du Rio Maior.

C'est la multitude des fonctionnaires et des anciens dignitaires qui ont prospéré quarante-cinq ans durant dans l'ombre de l'ordre nouveau salazariste. C'est le tissu de tous les petits entrepreneurs qui découvraient d'un seul coup que la classe ouvrière existait et qu'elle voulait changer la base du monde. Ce sont aussi ces masses arriérées du Nord, encore analphabètes mais toujours incrustées du catholicisme le plus obscurantiste et qui se sont jetées, après le prêche de leurs évêques, à l'assaut des sièges du PCP pour les brûler. Le tout encadré par les réseaux multiples des anciens notables et des caciques, relayés dans les villes par une petite bourgeoisie hystérique terrorisée par le rouge.

C'est parce qu'il était le parti le plus implanté dans ces couches-là que le PSD a subi l'année dernière le plus fortement leur pression. Un homme a incarné cette évolution, Francisco Sa Carneiro. Il s'est imposé, par une suite de coups de palais successifs, contre la majorité de la direction qui tentait de faire du parti l'incarnation d'une social-démocratie à la portugaise. Ce projet-là est mort en 1976. L'évolution droitrière du PS, la faillite du lancement d'une centrale syndicale concurrente à l'Intersyndicale par le PS et le PSD, comme la « radicalisation » de la base électorale du parti, frappée par la crise économique et désireuse de faire payer à la classe ouvrière ses terreurs



Freitas do Amaral, président du CDS auquel vient de s'allier Soares et ancien conseiller du dictateur Caetano.

passées ont fait échouer ce projet. Un signe n'a pas trompé : ce fut de voir la « seconde vague » de l'extrême droite, les réseaux terroristes de Porto ou le MIRN lancé par le général boucher Kaulza de Arriaga se tourner vers le PSD pour opérer une certaine division des tâches. Cette polarisation de l'extrême droite autour du parti de Sa Carneiro se nota également au niveau militaire, avec tous les remue-ménages qui se sont produits dans l'état-major de la région militaire Nord, dirigée par le fameux Pires Veloso. C'est au mois de juillet que le chassé-croisé entre le PSD et le CDS se produisit, avec la rupture de la « Convergence » CDS-PSD formée à la fin du printemps. Le PSD, repris en main par Sa Carneiro, dont on a souvent retenu l'image de l'opposant modéré en oubliant qu'il fut directement impliqué dans l'affaire Palma Carlos (la première tentative de blocage

spinoliste en juillet 1974), change de tir : finie la formule PS-PSD ou PS-PSD-CDS même. Ce que demande le parti désormais, c'est une intervention plus directe et plus impérative du général Eanes dans la vie politique pour imposer une telle solution.

Car l'une des principales contradictions de ce « chiraquisme » portugais, c'est la faiblesse intrinsèque, y compris sur le plan électoral, de la bourgeoisie portugaise et de ses partis.

C'est cela aussi qui explique que le CDS, dont les sphères dirigeantes sont liées, au travers de la Confédération des industries portugaises, à la fraction la plus dynamique du capital financier, a choisi la voie du ménage à deux avec le PS et qu'il n'a pas trop renâclé à ce que Mario Soares se charge d'obtenir du PCP la « pause sociale » et un « pacte de non-agression ».

Michel Rovere

LES REACTIONS SYMPTOMATIQUES DE LA PRESSE PARISIENNE

C'est dans un court entretien laconique, et non signé, que le quotidien « le Matin »

donne l'information sur l'acceptation par la commission nationale du PS de l'accord PS-CDS pour former le deuxième gouvernement constitutionnel. Reproduisant, sans commentaire, les dépêches de l'AFP, le journal de Claude Perdriel note que la clause selon laquelle les membres du CDS accédant à des ministères seraient considérés comme des « personnalités indépendantes » et « devraient être libérées de la discipline de leur parti » (...), « ne peut tromper personne puisque l'on parle pour le poste de ministre des Affaires étrangères de Amaro da Costa, qui n'est autre que le vice-président du CDS. »

L'écriture à la française de l'« Humanité »

Le seul élément étonnant de l'article du « Matin » est donc son titre « Soares négocie avec la droite » qui semble bien en retrait en comparaison de la portée politique de la formation de la coalition gouvernementale avec le seul

parti qui n'a pas voté la constitution portugaise.

Le titre de l'article de Marcel Veyrier, dans « l'Humanité » a lui une très nette coloration « française » : « Les socialistes prêts à gouverner avec la droite », ne voilà-t-il pas des propos qui rappellent d'autres accusations, « bien de chez nous ». Même écrite « à la française » dans ce paragraphe : « Ainsi Mario Soares, qui gouvernait le Portugal avec une équipe socialiste homogène depuis l'été 1976 va maintenant partager les responsabilités du pouvoir avec un parti réactionnaire (souligné par « l'Humanité », mais le sous-entendu vient aussitôt après), l'équivalent au Portugal du parti giscardien. » Il est vrai que pour ce genre de coups de pieds à l'âne, on n'est pas à une définition approximative près à l'« Humanité ».

Tout aussi étrange apparaît la lecture assez unilatérale que fait le journaliste de l'« Humanité » des positions du PCP tout au long de la crise. Il cite seulement la dernière résolution du PCP, du 12 janvier dernier, se déclarant opposé à toute coalition avec le CDS ou le PSD en oubliant assez opportunément

toutes les déclarations faites depuis quelques mois par Alvaro Cunhal qui proposait la constitution d'un gouvernement de salut national, sur la base d'une plate-forme qui pouvait aller du CDS au PCP lui-même...

Autre défaut de mémoire évident du journaliste communiste, c'est lorsqu'il évoque les pourparlers parallèles menés pendant trois semaines entre le PS et le PCP : « Il s'agissait de déterminer les grandes lignes d'orientation pour sortir de la crise. (...) Un accord de ce genre aurait pu influencer sur la politique du futur gouvernement ouvrir des perspectives de coopération à l'Assemblée nationale (en fait au Portugal, il s'agit de l'Assemblée de la République, lapsus français...) créer de nouvelles conditions pour l'unité des travailleurs et des démocrates contre la réaction pour la défense des libertés et des conquêtes de la révolution... »

Ce qu'on oublie de dire « l'Humanité », c'est que cet accord ne portait que sur la « suspension » des attaques contre les conquêtes du 25 avril (réforme agraire et nationalisation surtout) en échange d'une acceptation

réaliste de l'austérité. D'ailleurs, jamais le PCP n'a démenti les propos tenus par Mario Soares lors d'un club de la presse fin novembre à « Europe 1 » (deux mois avant la coalition CDS-PS) selon lesquels le PCP acceptait la principale condition du Fonds monétaire international sur la réduction massive du déficit de la balance des paiements !

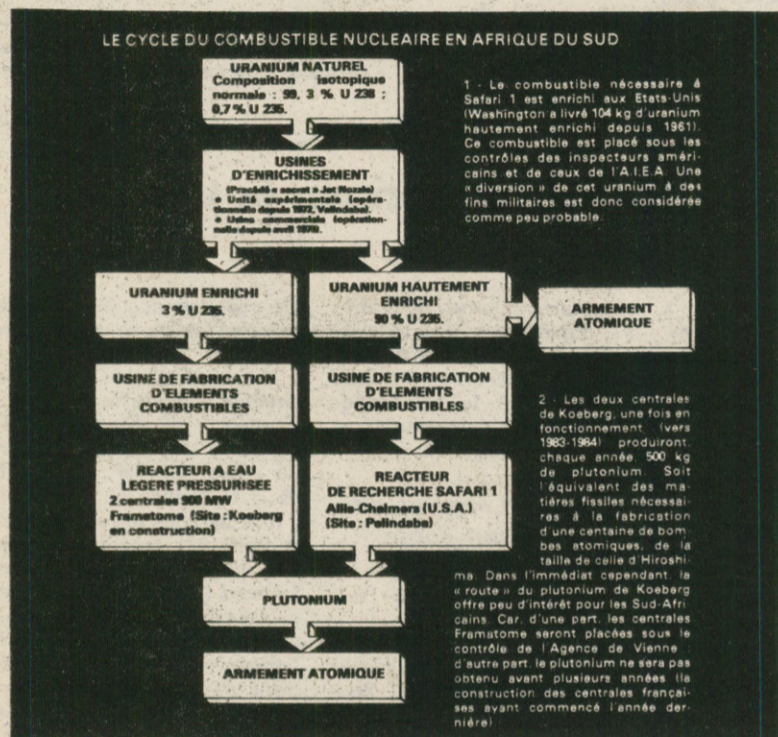
« Le Monde » sévère et pessimiste

« Le Monde » titre son « Bulletin de l'étranger » consacré au Portugal sur le caractère fragile de la nouvelle coalition. Le jugement sur la signification de l'ouverture au CDS est sans ambage : « 40 jours après l'ouverture de la crise ministérielle, M. Mario Soares a dû accepter l'acceptable. » Le jugement est sévère, comme la conclusion est peu optimiste ! « Le 8 décembre, M. Soares avait souhaité à ceux qui venaient de le renverser « bien du courage » pour mettre au point une solution de remplacement. Il convient aujourd'hui de retourner ce souhait au nouveau chef du gouvernement portugais ! »

Où il est question du différend Giscard-Chirac

La publication que nous avons faite, depuis le 17 janvier, d'un document confidentiel de Framatome sur la construction de la centrale nucléaire de Koeberg, ne semble pas avoir, pour l'instant, suscité l'intérêt d'organes qui seraient pourtant, pensons-nous, en mesure d'apporter des précisions complémentaires à celles que nous avons faites, notamment en ce qui concerne « l'exten-

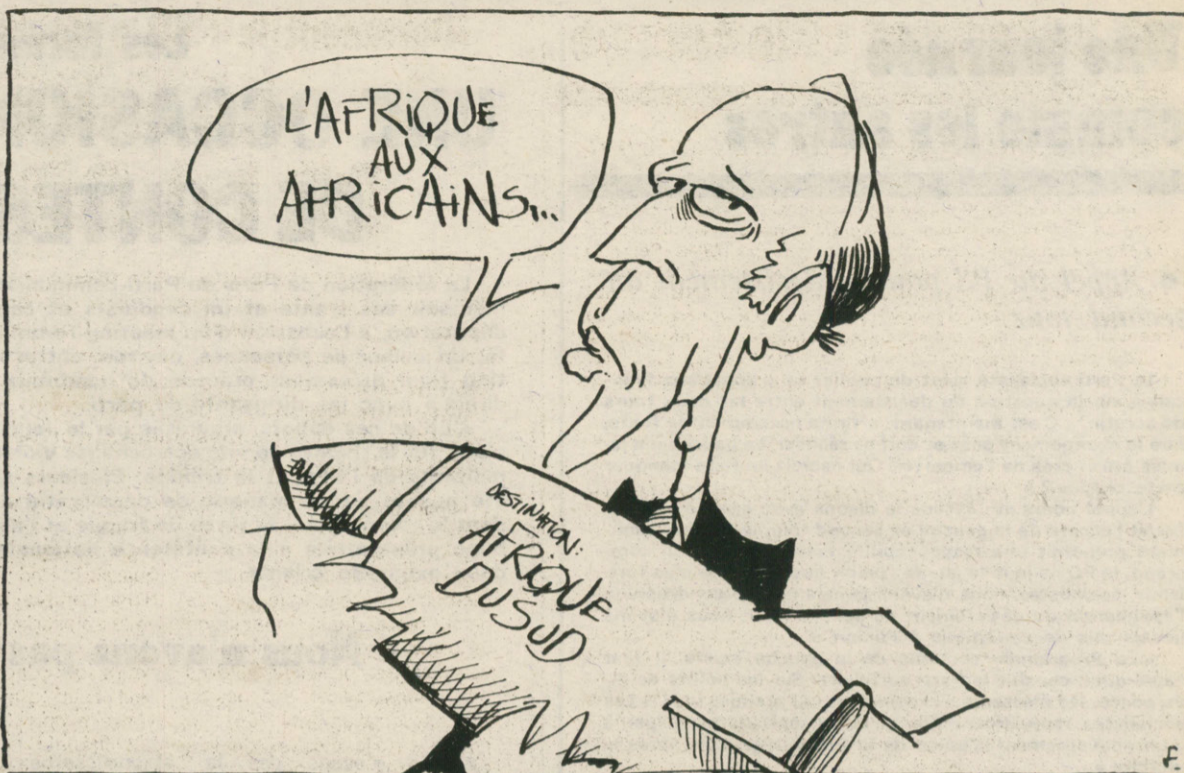
port secret de la commission à l'énergie atomique de l'Élysée a recommandé dernièrement un certain « frein » à nos relations avec l'Afrique du Sud en matière nucléaire. On se souvient aussi qu'au moment de la signature du contrat des centrales, et face au tollé international, l'Élysée avait laissé entendre qu'il avait été mis devant le fait accompli (tout comme pour l'usine de



sion du club de l'enrichissement franco-germano-japonais à l'Afrique du Sud ». Ce document, pourtant, peut fournir une grille de lecture intéressante sur l'actuelle démarche du gouvernement Giscard en matière nucléaire et notamment sur le différend qu'il a sur ce terrain avec le RPR.

On sait par exemple qu'un rap-

port secret de la commission à l'énergie atomique de l'Élysée a recommandé dernièrement un certain « frein » à nos relations avec l'Afrique du Sud en matière nucléaire. On se souvient aussi qu'au moment de la signature du contrat des centrales, et face au tollé international, l'Élysée avait laissé entendre qu'il avait été mis devant le fait accompli (tout comme pour l'usine de



port secret de la commission à l'énergie atomique de l'Élysée a recommandé dernièrement un certain « frein » à nos relations avec l'Afrique du Sud en matière nucléaire. On se souvient aussi qu'au moment de la signature du contrat des centrales, et face au tollé international, l'Élysée avait laissé entendre qu'il avait été mis devant le fait accompli (tout comme pour l'usine de

Les faux arguments de De Guiringaud

« Il est malhonnête de faire un amalgame entre les centrales électronucléaires et l'arme atomique. C'est jouer sur l'ignorance et la crédulité des foules », s'était écrié de Guiringaud (Radio-France du 22/8/1977). Nous avons fourni dans les jours précédents une hypothèse qui mettait à mal les arguments spécieux de notre ministre des Affaires étrangères. Aujourd'hui, bons princes, nous souscrivons à son explication, pour montrer que même dans ce cas la responsabilité française est totale.

On peut, en effet, « imaginer

(mais la réalité hélas dépasse la fiction !) que la RSA (République sud-africaine) a d'autres possibilités de fabriquer sa bombe atomique que d'attendre 1980, date de finition des centrales françaises. La RSA peut élever « la masse critique » et a suffisamment de plutonium pour fabriquer une petite bombe, peu sophistiquée il est vrai (cf. ses expérimentations du Kalahari).

Auquel cas, à quoi pourraient bien servir les centrales françaises ? Eh bien, à fournir l'électricité nécessaire à l'usine d'enrichissement d'uranium par procédé Becker, dit « Helicon » (cf. « Rouge » du 17/1/1977). Ce procédé, s'il est unique, est loin d'être compétitif. C'est « un dévoreur d'énergie » fantastique et les barrages hydro-électriques sud-africains n'y suffiraient pas. Les P-DG de l'apartheid ont d'ailleurs protesté auprès de Vorster sur ce point, sans résultat.

On peut donc penser que les centrales françaises sont construites dans cet objectif. Auquel cas, pau-

vre De Guiringaud, son argument sur le « caractère civil » des centrales françaises ne tient pas non plus !

Autre argument de notre ministre : « Le contrat prévoit que le retraitement des combustibles de ces centrales aura lieu en France, et que le plutonium ne sera pas renvoyé en Afrique du Sud. » Nous avons montré quel cas il fallait faire de ces propos, en citant des phrases explicites du document, prouvant les intentions réelles de l'AEB (Atomic Energy Board). Mais, encore une fois, même si nous prenions les propos de De Guiringaud pour argent comptant, il en serait pour ses frais. Faudrait-il lui rappeler l'existence de ce rapport, secret lui aussi, qui déclare que l'usine de La Hague, prévue pour ces opérations, était à saturation.

On ne serait même pas sûr, en haut lieu, de pouvoir traiter l'ensemble des contrats conclus. Cela se passe de commentaires...

Frank Tenaille

Le président de l'Unef-ex-Renouveau à Rouge

«SI ON EXCLUT DES GENS PARCE QU'ILS SONT MEMBRES DE LA LCR, C'EST UNE ERREUR»

Après la conférence de presse publique tenue mercredi par des militants de l'UNEF (ex-Renouveau), par ailleurs socialistes (CERES) ou inorganisée (cf. « Rouge » du 19 janvier), « Rouge » a tenu à demander par téléphone à Jean-Luc Mano, président de ce syndicat, sa réaction. Les six étudiants ayant organisé la conférence avaient accusé la direction de l'UNEF, composée pour une bonne part de militants proches de l'Union des étudiants communistes, de multiplier les pratiques « antidémocratiques et sectaires » et d'organiser ainsi la « déliquescence du syndicat ».

« Je ne suis pas sûr que ce sont des militants de l'UNEF ». Telle est la première réaction de J.-L. Mano. Il veut signifier par là que, selon lui, les organisateurs de la conférence de presse « n'ont pas porté le débat devant les adhérents », « ne se sont pas battus dans les organismes élus » et « n'ont pas fait appel à la commission de contrôle » du syndicat.

Il affirme que cette dernière n'a eu connaissance que de deux « affaires d'exclusions » : l'une à Tours, l'autre à Paris XIII-Villetaneuse. Dans le premier cas, il y aurait maintien de l'exclusion, dans le second réintégration de l'exclu. Interrogé sur l'appartenance ou les sympathies politiques des différents militants exclus, tous proches de la Ligue communiste révolutionnaire, il nous a répondu : « Personne ne peut être inquérité ou sanctionné à l'UNEF, du fait de son appartenance politique. Si on exclut des gens parce qu'ils sont membres de la LCR c'est une erreur, je le combattrai. Mais je comprend les camarades qui prendront des mesures si des gens décident de créer des tendances. Nous refusons les adhésions en groupe ».

Si nous prenons note de la première partie de cette déclaration, la seconde amène les commentaires suivants : la LCR n'a jamais demandé une adhésion à l'UNEF en tant qu'organisation ou groupe ; elle n'a pas une conception de la construction de tendances ou courants, dans l'ensemble des syndicats, sur la base de la simple projection des partis politiques ; elle est pour un syndicat étudiant, lié au mouvement ouvrier, où tous les militants, courants, tendances pourront s'exprimer, seule garantie pour traduire la diversité et renforcer l'unité. D'autre part, comme le remarquaient ingénument les organisateurs de la conférence de presse de mercredi, les militants de l'UEC ont bien cru utiles les tendances le jour où ils créèrent la « tendance Renouveau » dans l'UNEF des lendemains de mai 1968. Questionné sur ce point, J.-L. Mano nous a répondu : « La situation était totalement différente, il s'agissait de s'organiser en tendance pour la suppression des tendances ».

Il a ajouté que les différentes accusations portées mercredi étaient des « contre-vérités » au point qu'il se demande s'il n'y a pas là « une

volonté de nuire ». En ce sens — et comme on pouvait s'y attendre — il n'exclut pas que les « difficultés politiques actuelles » amènent certains militants à « s'égarer ». Alors que les organisateurs de la conférence refusaient mercredi de lier leur initiative à la désunion de la gauche

et au conflit entre le PC et le PS, le président de l'UNEF nous a sur ce point répondu : « Je m'interroge ».

Enfin, il nous a affirmé qu'aucune sanction ne serait prise et que le débat se poursuivra au sein de l'UNEF.

Joseph Krasny

Le Conseil supérieur de l'Éducation osera-t-il ?

Comme l'a annoncé « Rouge », dès mercredi, c'était hier, jeudi 19 janvier que Pierre Barbey, étudiant à Caen, comparait devant le Conseil supérieur de l'Éducation nationale statuant en matière disciplinaire, c'est-à-dire devant la plus haute instance disciplinaire de l'Éducation. On lui reproche tout bonnement sa participation, il y a deux ans, à la grève générale étudiante du printemps 1976. Le dossier de l'accusation est désespérément vide et le jugement est prononcé en appel, à la demande du recteur de Caen. La commission disciplinaire de l'université de P. Barbey avait pourtant, dès le 30 juin 1977, reconnu qu'« aucun délit individuel caractérisé » ne pouvait être établi à son encontre.

Le conseil se réunissait au ministère de l'Éducation hier à 17 h. Les délais de « bouclage » de « Rouge » ne nous ont pas permis de rendre compte du verdict dans la soirée. Après le SGEN, le Mouvement d'action syndicale, les comités d'action et de lutte de Caen, le SNESup, P. Barbey avait reçu hier le soutien de l'UNEF-unité syndicale. Dans un communiqué, celle-ci signalait par ailleurs que Jean-Luc Mano, président de l'autre UNEF (ex-Renouveau), était membre du conseil qui devait juger P. Barbey.

Interrogé par « Rouge » sur ce point, J.-L. Mano nous a déclaré que, s'il était en effet membre du Conseil supérieur de l'Éducation nationale, il n'avait reçu aucune convocation, et que, dans tous les cas, le « position de principe » de son syndicat était de refuser de siéger dans les conseils de discipline, sauf à la demande des étudiants pour les défendre.

ATTENTION ECOLE

● CET en grève au Blanc-Mesnil

Au CET Aristide-Briand de Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), une décision d'exclusion vient d'être prise à l'encontre de deux élèves, sous prétexte qu'ils « sont trop faibles ». Les élèves ont refusé cette mesure, en affirmant que ce n'est pas ainsi qu'on aide des élèves en difficulté. Une pétition en ce sens, lancée par la coordination permanente des CET, a reçu 350 signatures et une grève contre l'exclusion a commencé mercredi, où seulement 50 collégiens sont rentrés en cours. La direction a essayé de faire diversion en appelant la police sous prétexte d'une altercation provoquée par des propos racistes. La manœuvre a échoué et autant d'élèves participent à la grève hier jeudi. Une délégation s'est rendue à l'inspection académique et les syndicats enseignants devaient prendre position dans l'après-midi d'hier.

● Grève à Roubaix

Les élèves du lycée textile et d'arts appliqués de Roubaix se sont mis en grève mardi 17 janvier pour protester contre le transfert de leur établissement dans un lycée qui n'est pas pourvu du matériel nécessaire à leur enseignement. Le tout au profit d'une école d'ingénieurs.

● Et toc, pour l'enseignement privé agricole

Le conseil constitutionnel a déclaré non conforme à la Constitution la loi d'aide à l'enseignement agricole privé votée en 1977. L'argumentation du conseil s'appuie sur la diminution des ressources publiques qu'entraîne la loi et qui est, en ce sens, contraire à l'article 40 de la Constitution.

Une journée comme les autres

● Appel du PS pour le désistement au second tour

Le Parti socialiste vient de publier un « appel aux Français » sur la question du désistement entre les deux tours de scrutin. « C'est maintenant, affirme notamment le texte, que le changement peut et doit se réaliser. La gauche n'a jamais été si près de l'emporter. Qui oserait lui faire manquer cette chance ? »

L'appel poursuit : « Nous le disons avec gravité : s'il refusait l'accord de la gauche au second tour, le Parti communiste prendrait une responsabilité écrasante. Si l'on comprend, le PC ne joue le jeu de l'union que s'il est le plus fort. Nous, socialistes, nous n'avons jamais mis de conditions à l'application du désistement au second tour, nous n'avons jamais mis de conditions à l'union. »

« Le Programme commun de la gauche existe, il faut l'appliquer, conclut le Parti socialiste. Sur les points de divergence, les électeurs s'exprimeront au premier tour. » Les socialistes rappellent enfin qu'ils souhaitent participer à « un gouvernement d'union de la toute la gauche, après la victoire ».

● Nouveaux candidats « de rétorsion » du RPR

Mercredi soir, on apprenait que le RPR avait décidé de présenter dix nouveaux candidats dans des circonscriptions où des candidats uniques de la majorité avaient été désignés. Il oppose, en particulier, un concurrent à Michel d'Ornano dans la troisième circonscription du Calvados. C'est le quatrième ministre du Parti républicain qui sera en « primaire » face à un RPR. Les autres sont Dominati, Cavallé et Soisson.

Au cours de son voyage dans le Poitou, Chirac s'en est pris à nouveau à Mitterrand « génial dans l'art de tromper tout le monde », « irresponsable » et « démagogue ».

Mais Chirac a dit aussi la chose suivante : « Nous sommes prêts à prendre le PS au gouvernement à condition qu'il renonce à ses idées, ce qui paraît impossible tant qu'il est lié au PC. »

Il a aussi pris bien soin de préserver la fonction présidentielle de toute attaque, affirmant qu'il n'avait quitté le gouvernement que pour un différend « d'ordre économique ».

Les vitrines d'une permanence RPR de Poitiers avaient été brisées avant son arrivée.

● Fabre : d'accord pour gouverner avec les socialistes

Robert Fabre a déclaré, mercredi soir à Lyon, qu'il était prêt à participer à un gouvernement de la gauche non communiste. « Nous ne sommes pas enclins comme Marchais à dire : si nous n'avons pas tant pour cent de voix, nous gouvernerons une autre fois », a-t-il ajouté en guise de commentaire.

Il répondait aux journalistes à l'occasion de l'inauguration d'une permanence d'un candidat MRG dans la V^e circonscription de Lyon.

Fabre a précisé que le MRG accepterait de participer à un gouvernement homogène avec les socialistes si ce gouvernement « a les mains libres pour apporter un certain nombre de réformes dans le respect des possibilités économiques et lie audace et sagesse dans la grande tradition du radicalisme ».

De son côté, Schwarzenberg, délégué national du MRG, a déclaré, à Cabourg (Calvados), que les radicaux de gauche se définissent comme « humanistes ». Il a présenté la gauche comme « la seule alternative possible » aux prochaines élections.

● Feu le VII^e plan

Raymond Barre a écrit au commissaire général au plan pour lui demander de rectifier en baisse les objectifs du VII^e plan qui couvre la période de 1976-1980. « Vous concentrez vos efforts, écrit le Premier ministre, sur la définition d'une stratégie comportant deux axes principaux : le rétablissement du solde des paiements courants avec l'extérieur et l'adaptation de l'industrie à l'aggravation de la concurrence internationale. »

« Cette adaptation, poursuit-il, permettra de mieux couvrir les deux années 1979 et 1980 qui restent à accomplir. » On sait que, dans la vision du « meilleur économiste de France », il faut encore « deux années d'effort » — donc d'austérité — avant de sortir du tunnel. Feu le VII^e plan qui misait sur une reprise de la croissance en France...

● Scénario « classique » d'un viol collectif

4 hommes dont deux pères de famille, l'un âgé de 25 ans, l'autre de 28 ans, après avoir invité une jeune fille de 20 ans à prendre un verre, l'ont violée dans un chemin creux où ils l'avaient entraînée en voiture. Comme elle avait résisté, ils l'avaient frappée et brûlée avec des cigarettes. En l'abandonnant au petit matin, ils la menacèrent de représailles si elle parlait. A peu de choses près, c'est le scénario de Yannick Bellon dans « l'Amour violé » ! La jeune femme a porté plainte et ses agresseurs ont été arrêtés.

Les forums-débats du PC à Paris

UNE OCCASION POUR LES MILITANTS DE CONTESTER LA DIRECTION

La fédération de Paris du Parti communiste a présenté hier soir ses trente et un candidats et candidates à la députation, à l'occasion d'un meeting-forum à la Mutualité. Un millier de personnes, environ, ont assisté au meeting final qu'avaient précédé de nombreux débats « en direct » avec les dirigeants du parti.

L'un de ces débats, organisés par la Jeunesse communiste, fut le théâtre de vifs accrochages violents entre des militants de l'UEC et la tribune. Plusieurs questions ont été posées sur le manque de démocratie dans le parti, dont le tournant sur la force de frappe et l'absence de tribune préparatoire à la conférence nationale constituent deux exemples criants.

Certaines réponses provoquèrent des remous, surtout quand Paul Laurent expliqua que le comité central ayant pris la décision que l'on connaît, il restait à en débattre dans le parti... Un étudiant immigré, qui posait le problème des positions du parti quant au problème de l'immigration à long terme, n'obtint guère, on plus, d'éclaircissements à sa légitime préoccupation.

Un seul letimotiv s'exprimait à la tribune : pour le changement et une bonne actualisation, il faut voter communiste ! Un mot d'ordre qui ne semblait guère satisfaire l'assistance.

P.J.

« Nous n'avons pas la prétention d'exprimer la totalité du féminisme »

« Nous n'avons pas la prétention d'exprimer la totalité du féminisme. » C'est la grande salle de la Mutualité qui avait été retenue pour le forum sur les femmes : opération de séduction oblige ? Mais il n'y eut pas plus de deux cent personnes, des femmes essentiellement, pour participer au débat. Venues là en général pour demander des comptes à leur direction, elles ne ratèrent pas une occasion de souligner le paradoxe d'un parti qui, aujourd'hui, défend le pluralisme, l'autogestion et la démocratie mais reste en général sectaire vis à vis des femmes qui se réclament du mouvement autonome des femmes.

Si la lutte contre les mentalités retardataires figure au programme du parti pourquoi ne la met-on pas en pratique dans le parti ? Tels furent quelques-uns des thèmes d'intervention.

Comme le dira une militante du PC, l'attitude de la direction semblait bien défensive par rapport aux questions posées. Gisèle Moreau, candidate sur le XIII^e

arrondissement déclare : « Nous n'avons pas la prétention d'exprimer la totalité du féminisme. Nous prenons en compte tous les mouvements qui existent... »

Henri Malberg, membre du comité central reconnaît : « ... Aujourd'hui, il y a apport de l'autogestion à la démocratie. Et nous n'avons pas compris que le bouleversement des rapports de production n'entraîne pas automatiquement la transformation des rapports entre hommes et femmes. »

Question : « Quel bilan tirez-vous de ce qui s'est passé en URSS de ce point de vue ? L'organisation collective des femmes dans un mouvement autonome, n'est-il pas une des garanties de la démocratie et de la transformation des mentalités ? »

Gisèle Moreau : « Nous disons qu'il n'y a pas de changement automatique des mentalités. En URSS, ils le croient toujours... En matière de démocratie, il y a des manques et des erreurs en URSS, nous l'avons dit. Quant à

nous, nous sommes pour la libre organisation des mouvements. La société que nous voulons l'encouragera. Nous sommes pour le développement de tels mouvements et nous l'encouragerons. »

« Le parti devrait être à l'avant-garde du mouvement des femmes »

En une heure de débats, il n'y eut pas moins de six militantes, membres du PC, pour constater les insuffisances du PC en matière de démocratie et de féminisme. Ainsi, une militante du PC du V^e arrondissement déclara : « On dit que le parti est le parti de la libération de la femme et qu'il faut changer les mentalités. Mais il faudrait aussi que les mentalités avancent dans le parti... Les hommes sont-ils prêts à se remettre en cause ? Pourquoi n'y a-t-il pas de campagne idéologique dans le parti ? Il ne suffit pas de ne pas être contre les femmes s'organisent. Il faut être à l'avant-garde. Et la démocra-

tie suppose que les femmes puissent se réunir aussi dans le parti. »

La réponse crispée de la direction indique les limites du tournant démocratique et féministe du PC. La réponse de Louis Régulier, secrétaire de la fédération de Paris : « Il y a 22 ans que je suis au parti et cela fait autant que l'on m'a parlé du problème des femmes (...) » ne manqua pas de susciter de vives réactions et une militante des groupes femmes du XIII^e arrondissement de Paris recueillit l'approbation d'une grande partie de la salle lorsqu'elle rétorqua : « Vous ne pouvez tout de même pas dire qu'il y a 22 ans que vous êtes pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. A l'époque, il y avait le Planning familial et vous étiez contre ! »

Comme prévu, le débat fut clos par un appel à renforcer le parti. Mais l'affirmation : « Le PC est le parti de la libération des femmes » est pour le moins contesté au sein même du parti.

Claire Bataille

Premier meeting du Front national hier à Paris

LE PEN A L'OMBRE DE STOLERU ET DU CNPF

Thème de la campagne de l'extrême droite : « Les immigrés dehors ! »

« La France d'abord ! » : c'était le thème, hier soir à Paris, de la première « grande réunion populaire » du Front national, l'organisation d'extrême droite de Le Pen, à l'occasion des législatives. Y étaient présentés les 200 candidats « nationaux », dont les professions sont révélatrices de l'implantation sociale de leur groupuscule. Des mères de famille revendiquant fièrement cette « qualification » aux

directeurs administratifs ou commerciaux, en passant par les artisans, les commerçants, les assureurs ou les garagistes, c'est en galerie des portraits de la petite bourgeoisie fascisante que s'était transformée, hier, la Mutualité. Ne manquait même pas à l'appel un Jean Silve de Ventavon, écrivain, pour faire le lien avec la vieille réaction aristocratique.

Nous le dénoncerons avec violence. Mais le plus inquiétant n'est pas l'activité de ces nazillons, portant pour l'éternité le deuil du bon temps des guerres coloniales. Non. L'important est qu'aujourd'hui de larges secteurs de la bourgeoisie et des plus représentatifs, si l'on en juge par les mesures Stoléru et les récentes déclarations du CNPF (voir notre article en première page), reprennent à leur compte la politique de l'immigré bouc-émissaire, fournissant

ainsi une couverture légale aux exactions racistes.

Ce n'est pas un hasard si, dans la même période un Argoud interromp avec quelques paras la projection du film « la Question » dans l'Est, un président des chambre des métiers dénonce les commerçants maghrébins à Grenoble, des inscriptions antisémites apparaissent sur les murs de Dijon et des foyers sautent ou sont mitraillés à travers toute la France...



Le Pen, (photo Gamma).



Pour avoir publié une interview du FLNC

ROUGE CONDAMNÉ

Seul quotidien de la presse française a avoir été poursuivi pour la publication d'une interview du FNLC (Front national de libération de la Corse, « Rouge » a été condamné, hier, par la 17^e chambre correctionnelle à 2000 F d'amende. Motif : « Apologie des crimes de meurtre ». L'interview était précédé d'un article de présentation qui précisait : « Il va sans dire que le contenu de cet interview n'engage que les militants du FNLC. Nous publierons demain les positions de la LCR sur la question corse. »

La fin des interviews ?

Chacun sait que des déclarations très semblables du FNLC avaient été publiées par l'ensemble de la presse, encore tout récemment. « Rouge », seul, a été poursuivi et condamné. Pourquoi ? Cette question, « le Matin », « Libération » et « le Monde » et même « l'Humanité » l'ont posée lorsqu'ils ont rendu compte du procès.

Les attendus du jugement transmis par l'AFP fournissent la réponse qu'a donnée le tribunal : il considère que « Rouge » « ne s'est pas contenté d'éclairer objectivement ses

lecteurs » mais qu'en ouvrant ses colonnes à certains leaders du FNLC, il « leur a permis de s'en servir comme d'une caisse de résonance. »

Cette action (qui semble nouvelle en matière de presse) peut manifestement s'appliquer à toutes les interviews quelles qu'elles soient.

Le tribunal incrimine également la publication, à côté de l'article d'une « photographie propre à frapper les imaginations » des lecteurs de « Rouge ».

Enfin, le tribunal — qui ne semble pas concevoir qu'on puisse manifester en même temps ses désaccords politiques avec une organisation et être solidaires de ses militants victimes de la répression bourgeoise — justifie sa condamnation par « toute la sympathie du journal » qui s'est exprimée à l'égard des militants du FNLC : « Il leur a promis de les défendre le jour où la répression frapperait et encore d'être aux côtés du FNLC lorsque ses militants iront en prison. »

Il semble d'ailleurs que cette position ne fasse pas l'unanimité dans la magistrature puisque le tribunal de Bayonne avait relaxé le directeur du journal « Enbata », poursuivi pour avoir publié une interview d'ETA-militaire, après une action ardue qui avait coûté la vie de policiers franquistes.

Le jugement a été rendu. Et la loi veut que tout commentaire sur la chose jugée soit interdit sous peine de nouvelles poursuites. C'est pourquoi, quand bien même nous aurions



un avis à donner sur ce jugement, nous ne pourrions que le garder pour nous, sans en faire état dans ces colonnes.

Contentons-nous donc de rappeler qu'avant le procès, Gérard Blanchard avait tenu à rappeler dans un texte du Syndicat de la magistrature que la « liberté d'informer constitue un droit fondamental dans la période

actuelle et qu'on ne saurait admettre qu'il y soit porté atteinte. »

Considérant qu'il est pour nous essentiel de continuer à remplir notre mission d'informer, sans transgresser « Rouge » en une presse neutre, incolore, inodore et sans saveur, nous faisons appel.

A. Bobbio

COMMUNIQUE

Nous publions ici pour information un communiqué du FLB-ARB. Nous sommes en profond désaccord avec l'orientation de ce groupe, telle qu'elle s'est manifestée notamment dans ses dernières actions. Nous jugeons cependant indispensable d'informer nos lecteurs de ses positions politiques.

« Suite aux actions menées conjointement par le FLB-ARB (révolutionnaire), le FLB-ARB (républicain), la RNB-Trawalc'h contre la caserne de Quimper, l'entreprise Ducassou à Quimper et Lorient, la SGTE à Paris, le centre EGF de Redon, l'Hôtel des impôts de Ploërmel, dans la nuit du 14 au 15 janvier 1978, nos trois organisations vous font parvenir le programme politique ayant servi de base à cette campagne.

« Programme révolutionnaire de libération nationale et socialiste de la Bretagne »

« Les bureaux politiques du FLB-ARB (révolutionnaire), FLB-ARB (républicain) de la RNB-Trawalc'h se sont rencontrés sur le territoire breton et ont adopté la déclaration suivante :

— le peuple breton subit l'oppression impérialiste du pouvoir capitaliste français ;

— le peuple breton est victime de l'exploitation par le capitalisme français et international avec l'aide de la bourgeoisie en Bretagne ;

— le territoire breton est accaparé par les camps militaires de l'armée française, les implantations touristiques, les centrales nucléaires ;

— la langue et la culture bretonne sont bafouées et détruites par l'idéologie culturelle du pouvoir.

« Face à cette situation, nous prenons l'engagement de mettre en œuvre les cinq points du programme révolutionnaire de libération nationale et socialiste de la Bretagne :

1. Nous frapperons les symboles et les représentants de l'impérialisme français en Bretagne et dans l'hexagone afin de détruire définitivement l'oppression de l'Etat français impérialiste et colonisateur sur le peuple breton et libérer la Bretagne de l'occupation des forces policières et militaires françaises.

2. Nous affirmons que seul l'anéantissement du capitalisme et de ses valets (bourgeoisie,

partis politiques de droite, syndicats patronaux...) rendra aux travailleurs bretons la possibilité de contrôler les leviers de la production, de la distribution, de gérer démocratiquement la vie politique, sociale, économique, culturelle et d'ouvrir ainsi une voie bretonne au socialisme.

3. Nous décidons d'en finir avec le viol, le morcellement et la désertification de notre territoire par les camps militaires de l'armée française, les implantations touristiques et les centrales nucléaires. Nous les détruirons s'ils existent déjà ou nous empêcherons leur édification par tous les moyens appropriés.

4. Nous appelons à la création d'une radio et télévision bretonnes sous le contrôle unique des travailleurs bretons. Afin de sauver la langue bretonne, nous sommes favorables au bilinguisme à tous les niveaux (de l'école à l'usine, du bureau aux champs). Ces deux mesures prendront effet dès maintenant et pendant le combat de libération nationale.

5. Nous proclamons notre solidarité révolutionnaire avec tous les peuples en lutte pour leur libération et à ceux victimes du capitalisme. Face à l'internationale des polices et de la bourgeoisie, nous appelons à l'unification des mouvements révolutionnaires de libération nationale d'Europe, c'est à cette condition que les peuples triompheront de l'impérialisme.

« Nous, nous engageons, chacun à notre manière et en gardant notre autonomie organisationnelle, à promouvoir les objectifs du programme révolutionnaire de libération nationale et socialiste de la Bretagne. Nous estimons que la victoire finale est à ce prix.

« Vive la Bretagne libre et socialiste !

« Vive l'indépendance nationale !

« Vive la lutte du peuple breton pour la liberté et le socialisme ! »

En Bretagne, janvier 1978

Bureau politique FLB-ARB (révolutionnaire) Gurvan
Bureau politique FLB-ARB (républicain)
Youenn Ar Sorn
Bureau politique RNB
Trawalc'h Erwan

Tribune libre de l'OCT

LCR: unité « ouvrière » contre unité des révolutionnaires

Un récent comité central de la LCR a encore accentué la bataille que mène cette organisation pour « l'unité ouvrière » dans la conception qu'elle en a. Parallèlement, ce comité central a marqué une nette volonté de limiter la portée politique de l'accord « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » et de tendre à le réduire à un simple accord de répartition des circonscriptions.

1. Unité PC-PS égale unité ouvrière ?

L'accentuation du cours actuel de la LCR s'est produite au lendemain de la rupture entre le PC et le PS. S'appuyant sur l'incontestable désarroi, voire même la démoralisation qu'a provoquée la rupture, la LCR fait campagne contre « la division », pour « l'unité ».

Ce faisant, elle laisse soigneusement de côté au moins deux questions :

— D'où vient la division PC-PS ? Au-delà d'une analyse plus fouillée de ce point précis, il est incontestable que la division de la gauche fait apparaître au grand jour des facteurs plus profonds de division de la classe ouvrière, mais qu'elle ne les crée pas. Le renforcement des divisions entre chômeurs et actifs, entre les différentes luttes catégorielles, entre hommes et femmes, entre Français et immigrés vient-il de la division PC-PS ? Ou vient-elle de la politique de collaboration de classes suivie par ces partis alors qu'ils étaient unis ?

C'est la collaboration de classe qui provoque la division.

— Inversement, la réalisation de l'unité PC-PS n'est pas l'unité de la classe ouvrière. Car celle-ci ne peut se réaliser sur la base de la collaboration de classes. L'histoire abonde d'exemples « d'unité » entre les appareils réformistes qui se font contre le développement du mouvement de masse.

La LCR nous répond en général qu'elle est d'accord avec ces saines vérités. Comment se fait-il alors qu'elles n'aient aucune conséquence sur sa tactique ?

2. Un gouvernement PC/PS ?

Attention dira-t-on ! La LCR est bien pour l'unité PC/PS. Mais sur des bases anticapitalistes ! Malheureusement, ça ne résout rien. « Pour

en finir avec l'austérité, dit le CC de la Ligue, il faut la volonté de rompre avec la bourgeoisie, il faut un gouvernement du PS et du PC rompant toute alliance avec les partis bourgeois. Mais chacun sait que ce n'est nullement la volonté des réformistes, mais que c'est même à l'exact opposé de leurs programmes. Alors ?

Où a-t-on vu à l'œuvre des partis réformistes « ayant la volonté de rompre avec la bourgeoisie » ? Le mouvement des masses peut, bien entendu, imposer beaucoup à un gouvernement réformiste. On l'a vu en France en 1936. Mais il ne peut pas provoquer un changement de nature des partis réformistes. Non seulement il n'en changera pas le caractère de gérants loyaux de l'ordre bourgeois, mais il les retrouvera face à lui au moment crucial.

Dans ces conditions, que peut avoir « d'éducatif », de « pédagogique » le fait de fixer comme perspective centrale aux travailleurs une issue illusoire et que la LCR elle-même sait impossible ? La LCR s'oriente ainsi dans une perspective exclusive de pression sur les réformistes, pour les pousser « plus à gauche ». Après leur avoir délégué la construction de l'unité ouvrière, elle leur délègue la conduite gouvernementale de la rupture avec la bourgeoisie.

L'écart entre une telle position et une attitude de soutien critique à un gouvernement de gauche est dès lors minime. Ce qui explique d'ailleurs que la LCR, bien qu'en reconnaissant (du bout des lèvres) qu'un tel gouvernement serait un gouvernement bourgeois, refuse de se déclarer « dans l'opposition révolutionnaire ». Ceci ne fixerait d'ailleurs nullement la tactique face à ce gouvernement. Mais il n'y a pas de position de fond intermédiaire entre celle-ci et le « soutien critique ».

3. Deux démarches contradictoires

En même temps d'ailleurs, se maintient une autre démarche, con-

tradictoire avec la précédente. Pour en finir avec l'austérité, il faut un gouvernement PC/PS dit la résolution de la LCR. Mais un paragraphe plus loin on lit : « Pour en finir avec l'austérité, il faut organiser la mobilisation unitaire des travailleurs et des travailleuses. Et cette mobilisation il faut la préparer et l'organiser dès aujourd'hui » et suit une longue énumération des entraves apportées à cette mobilisation par le PC, le PS et les directions confédérales. Dans ces conditions, quelle doit être la tâche principale des révolutionnaires ? N'est-ce pas celle de prendre des initiatives nécessaires à la mobilisation souhaitée, malgré le blocage réformiste et le cas échéant contre lui ?

Définir une tactique diversifiée et complexe pour parvenir à une telle mobilisation ? Voilà le problème sérieux, celui qu'il faut résoudre. Contrairement à ce qu'affirme souvent la LCR, l'OCT ne néglige nullement la question du rapport spécifique aux réformistes pour y parvenir. Mais lui donner comme but un gouvernement PC-PS, ce n'est pas un « détour », c'est une autre politique, contradictoire avec le but même recherché.

4. Unité « ouvrière » et unité des révolutionnaires

Pour l'instant celle qui domine, c'est la recherche de l'unité « ouvrière », version LCR. On comprend alors que l'unité des révolutionnaires soit relativisée, puisque celle-ci fonde sa justification dans la nécessité de dresser un rapport de forces favorable pour la lutte contre la collaboration de classes.

Ce qui va de pair avec une stricte campagne de propagande, s'adressant en priorité aux réformistes, ne menant pas bataille pour d'effectifs comités de campagne.

Peut-être n'est-il pas certain que la LCR aboutisse à une position aussi figée ? Nous le souhaitons. On le verra par exemple aux forces qu'elle investit dans une initiative qu'elle soutient en principe comme la marche sur la prison d'Arc en Marseille, à ce qu'elle fera dans les comités.

Samy Joshua

Bref social

● Hier, devant le ministère des PTT, rassemblement pour François Llamas

Ils étaient particulièrement combatifs les postiers qui, hier, se sont rassemblés, à plusieurs centaines, devant le ministère des PTT pour exiger la réintégration de François Llamas et des négociations sur les vacataires et les auxiliaires. Le fonctionnaire de service a malgré tout refusé de « négocier sous la pression ».

Au cours de leurs prises de parole, les responsables des syndicats régionaux PTT de la région parisienne ont réaffirmé leur soutien, dans l'unité, à cette lutte, mais cependant sans faire de propositions précises. Le ministère était entouré de cars de gardes mobiles. Insulte de plus aux revendications des travailleurs : rapidement, des boules de neige volèrent sur les képis.

A 17 h, François, comme à l'accoutumée, reprenait son travail au centre de tri de Créteil... dont il a été licencié le 27 octobre dernier.

● Bien fait !

Sale coup pour un émule de Furnon. Il y a un an, Loremie Boretti, PDG de la société « Amovis » à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), une fabrique de blues-jeans et de bleus de travail, avec l'aide d'une contre-maîtresse, Hélène Picirillo, s'opposait à la constitution d'un syndicat CGT dans son entreprise qui compte 60 ouvrières. De plus, il fit pression auprès d'ouvrières déjà syndiquées et licencia les deux candidates aux postes de déléguées. Mal lui en prit : il vient de se faire infliger par le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence 5000 F d'amende et trois mois de prison avec sursis. Sa complice écope de 100 F d'amende et d'un mois de la même peine. Quant à la CGT et à la déléguée syndicale, qui se sont constituées partie civile, elles ont obtenu 1000 F de dommages et intérêts.

● JJSS n'a pas de chance...

Servan-Schreiber, le militant antinucléaire de luxe, celui qui, à bord de son yacht croisa au large de Mururoa durant l'été 1973, pour empêcher les explosions nucléaires françaises, aura bien du mal à conserver l'once de crédibilité qu'il détenait encore dans ce milieu, grâce à son opposition résolue à la force de frappe. Cette fois-ci c'est la fin pour le bouffon de la majorité. « Son » groupuscule, le Parti radical, vient de sortir à la barbe du président un opuscule intitulé « l'Autre Défense » dans lequel on peut lire non seulement qu'il faut conserver la force océanique stratégique, mais encore que la France va devoir fabriquer de « grandes quantités d'armes atomiques de tous modèles ». « Quelle chance pour l'Europe et la France, ajoute le document, enfin capable par elles-mêmes de pratiquer la dissuasion nucléaire élargie, garante de leurs sécurité ! ».

Quelle malchance pour JJSS. Celui-ci vient d'indiquer au « Monde » qu'il ne connaît ni d'Eve ni d'Adam le texte que vient de publier la commission des affaires étrangères et de la défense de son propre parti !

● Manifestation contre les nervis de Danone

C'est à la nuit tombée que les manifestants contre l'intervention des nervis à Gervais-Danone se sont rassemblés hier à Marseille. A cent mètres de l'usine, envahie et occupée par la milice, 800 à 1 000 personnes ont commencé à défiler. Passant devant les portes de l'usine occupée, on sentait le cortège inquiet, tendu. Un service d'ordre imposant encadrait soigneusement le cortège pour « éviter toute provocation venant de l'intérieur comme de l'extérieur ». Les nervis se cachaient dans un coin sombre de la cour, en bataillon serré, matraques à la main, prêts à toute intervention. Le cortège est passé, criant « à bas les milices patronales » ou « le fascisme ne passera pas ». Mais les nervis resteront. Il en faut plus que ça pour les effrayer. Ce matin, comme hier, ils seront ravitaillés par la R 20 GTL gris métallisé, immatriculée 9552 GP 13, qui est venue hier matin, devant les portes donner les consignes.

● Manupro : accord et désaccords

La semaine dernière à Manupro, une entrevue a eu lieu entre le patron, Mossé, l'union départementale CGT et deux délégués des ouvrières en grève depuis plusieurs semaines. Mossé posait comme préalable à la négociation et au versement d'un acompte de 500 F sur le salaire dû pour la deuxième semaine de décembre, la libre circulation des marchandises entre ses différentes usines. Refus massif des ouvrières, par un vote à bulletins secrets (46 contre 16) qui s'opposent à la sortie d'un camion chargé. Refus de Mossé de payer l'acompte. Lundi, une nouvelle rencontre a lieu avec les mêmes interlocuteurs et un accord est signé qui prévoit la libre circulation des véhicules de livraisons contre versement de l'acompte. Beaucoup d'ouvrières, désespérées, à l'annonce de cet accord qui va à l'encontre de leur vote, quittent l'assemblée générale en claquant la porte, les larmes aux yeux. Les négociations ont quand même permis une légère avancée : le patron accorde une augmentation de 1 F de l'heure ce qui porterait les plus bas salaires à 1876 F, alors que les ouvrières revendiquent 2000 F nets.

Cependant, elles ont obtenu que ces salaires soient, à l'avenir, indexés sur une moyenne des indices INSEE et CGT et qu'ils soient portés à 2016 F en septembre 1978. Hier, en fin d'après-midi, l'ensemble des ouvrières revendiquent 2000 F nets. Cependant, elles ont obtenu que ces salaires soient, à l'avenir, indexés sur une moyenne des indices INSEE et CGT et qu'ils soient portés à 2016 F en septembre 1978. Hier, en fin d'après-midi, l'ensemble des ouvrières étaient appelées à voter sur le contenu de cet accord.

Au sein de la CGT

La bataille électorale a déjà commencé

Le nombre des opposants continue de croître au sein de la CGT. Et pour la première fois avant-hier soir, lors d'une émission télévisée où il fut interrogé par quatre journalistes, Georges Séguy n'a pas réduit ce phénomène à ce qu'il considérait jusqu'à présent comme de menus incidents sans importance. Certes, il faut dire que les questions qui lui furent posées, à l'occasion de ce débat télévisé, ne prêtaient guère à minimiser l'événement et portaient presque toutes sur « convergences » entre la CGT et le PC. Néanmoins, le ton a quelque peu changé chez le secrétaire général de la CGT. Aujourd'hui, il semble que l'heure ne soit plus à la réaffirmation permanente de l'indépendance syndicale mais que le temps est venu de se lancer dans la bataille électorale. A ce sujet, les affirmations de Georges Séguy, avant-hier soir, étaient on ne peut plus claires.

Ainsi Georges Séguy ne semble plus considérer avec dénigrement les vingt-neuf adhérents d'une organisation qui en compte plus de deux millions ; ces vingt-neuf adhérents qui ont, ces derniers temps, élevé une protestation contre les prises de position de la direction confédérale et son alignement sur le Parti communiste. D'abord parce que le chiffre de vingt-neuf est, maintenant, largement dépassé (cf. « Rouge » du 17 janvier). A la liste que nous avons dressée mardi, il faut à présent ajouter encore la protestation du secrétaire d'un syndicat CGT, celui des ca-

dres du commerce et de la distribution, qui écrit dans une lettre adressée à Georges Séguy : « La gauche étant actuellement désunie, vous ne pouvez pas vous situer dans la trajectoire d'un parti sans prendre le risque de détruire l'unité de notre organisation. » Par ailleurs, les trente opposants de Seine-Maritime sont devenus aujourd'hui cinquante, et font circuler une pétition. Qu'on le veuille ou non, il s'agit bien là d'un début de bataille interne.

Evoquant une réunion de militants CGT oppositionnels de la région parisienne, G. Séguy a déclaré que la CGT



condamnait toute constitution de tendances et de fractions et que ces réunions antistatutaires divisaient le syndicat. Mais il a fait savoir que la direction confédérale ne prendrait aucune mesure de coercition organisationnelle contre ces camarades.

Ne cherchant plus à minimiser au mieux l'incident, il part de plus en plus ouvertement en guerre contre le PS. « La CGT ne donnera pas de consignes de vote », affirme Georges Séguy. Pourtant, il rappela que « ça ne s'est pas passé avec le PS comme avec les autres partis », et que « François Mitterrand ne con-

naît pas beaucoup la réalité du mouvement syndical ». Alors que le PC subordonne son désistement au second tour à un pourcentage suffisant de voix au premier, Georges Séguy déclare : « Nous ferons tout pour que le poids de la classe ouvrière, dès le premier tour, détermine la suite. » Et pour que les choses soient bien claires, à l'hypothèse avancée par un journaliste d'un gouvernement socialiste homogène, Georges Séguy a répondu : « Un gouvernement socialiste homogène gèrerait une austérité de gauche, et n'aurait donc pas l'accord de la CGT. »

Dijon PTT tri gare : Le droit de grève en danger

Dijon, de notre correspondant.

Le directeur du centre de tri de Dijon-gare tente de supprimer, lors des lendemains de grève, les repos compensateurs du personnel de jour et de nuit. Il veut faire travailler la nuit le personnel qui n'y est pas destiné. Tout ceci alors que bien souvent le préavis de grève court toujours au niveau de certains ser-

vices. Ces mesures obligent les travailleurs concernés du centre de tri de Dijon-gare à jouer un rôle de briseur de grève, ce qu'ils n'acceptent pas.

A l'occasion de la grève du 1^{er} décembre, le personnel non embrigadé avait décidé, avec ses organisations syndicales, de refuser les convoocations les informant qu'ils devaient travailler les 3 et 4 décembre au soir. On notera au passage que le préavis de

grève courait jusqu'au dimanche 4 au matin et que, pour les services de nuit à quatre brigades, le préavis s'étale sur une semaine afin que chacun puisse participer à la grève. C'est au nom de ce refus que l'administration a sanctionné les onze postiers.

On assiste ainsi à une nouvelle tentative de faire passer dans les faits l'idée du « service fait », c'est-à-dire l'idée d'assimiler à la grève l'exécution

seulement partielle des tâches, étant entendu que c'est le patron qui décide de ce qui doit être fait (cadences, tâches, etc.).

Cette mesure va dans le même sens que la « circulaire Chirac » de 1976. C'est pourquoi la lutte se poursuit contre cette nouvelle application des mesures d'entrave au droit de grève. C'est un des points sur lesquels se sont également mobilisés hier les postiers de Dijon-gare.

Deux ans après le conflit DBA-Lokeed LA PETITE VENGEANCE DE LA BOURGEOISIE BEAUVAISIE

● Quatre délégués syndicaux à nouveau en procès

La plupart des murs de la ville de Beauvais portent encore les traces du conflit de l'usine DBA et de la mobilisation de février 1977 en soutien aux quatre délégués — un CGT et trois CFDT — de cette entreprise qui passaient en procès. Des « 300 F pour tous », « Non au démantèlement », « A bas la justice bourgeoise », « Pas de sanction pour nos camarades » maculent encore le centre-ville bourgeois, gifle permanente, rappel cinglant de la présence ouvrière que les notables ont rejeté à la périphérie de la ville. Aujourd'hui, plus de deux ans après, c'est encore ce conflit qui va être jugé au procès en appel des quatre mêmes délégués à Amiens, à 14 heures.

Beauvais, de notre correspondant.

En mai-juin 1975, alors que la direction refusait toute discussion sur les revendications depuis de longs mois, l'annonce d'un projet de démantèlement de l'entreprise met le feu aux poudres chez DBA Lockheed. Pendant plus de deux mois, les travailleurs vont mener une lutte de longue haleine en débrayant tous les jours au moins deux heures tournantes à l'intérieur

de chaque équipe, bloquant quasiment toute la production. Attaqués, ils ont pris l'offensive : contre le démantèlement, ils ont exigé la satisfaction de leurs revendications et empêché le départ des machines ; contre douze licenciements de délégués syndicaux, ils ont refusé de reprendre sans eux malgré la victoire sur leurs revendications. A la fin du conflit, ils rentraient avec les plus grands avantages du Beauvaisis.

La vengeance des vain-

cus était petite : deux cadres, chargés de la restructuration, qui avaient été un peu malmenés, et un huissier que les travailleurs avaient mis à la porte — l'un d'entre eux lui aurait même, horreur, fait un baiser sur le front — portaient plainte après le conflit contre quatre délégués suivant la logique bien policière des « meneurs ». Finalement, les cadres devaient retirer leur plainte et l'huissier restait seul.

Ce que ne pouvait imaginer ce dernier, c'est que des milliers de travailleurs se solidariseraient avec les quatre délégués en procès plus d'un an et demi plus tard et qu'un bon millier de manifestants de toutes les usines de la ville viendraient exiger la relaxe devant le palais de justice.

Après dix semaines de délibéré, c'était chose faite.

Mais l'« outrage » n'a pas voulu en rester là et a fait appel. Ce qui explique la présence de nouveau, ce vendredi, des quatre de la DBA au tribunal d'Amiens. Alors qu'en février 1977, lors du précédent procès, la CGT avait appuyé une campagne de mobilisation essentiellement portée par la CFDT, les sections syndicales CGT n'avaient, cette fois-ci, pas encore d'information de leur union locale à la date de mercredi. C'est donc essentiellement la CFDT qui a, une nouvelle fois, assuré la campagne nécessaire. Quant aux partis politiques, PC et PS, ils ne se sont pas manifestés, seule la LCR menant une campagne à coup de 20 000 tracts et 2 000 affiches. Une démobolisation qui risque de peser lourd dans la balance judiciaire...

Après la rencontre nationale de décembre dernier

Etre homosexuel/le à la LCR

Pour la première fois une rencontre nationale des homosexuel/les de la LCR se tenait à Paris les 3 et 4 décembre. Faire une telle rencontre signifiait reconnaître clairement l'oppression spécifique que subissent les homos dans la société, dans les organisations politiques, LCR comprise.

Mais nous avons été seulement une trentaine à participer à cette rencontre, chiffre très insuffisant. Cela peut s'expliquer par le retard de sortie des textes mais aussi la non-prise en charge par les directions locales de la LCR de cette réunion. Nous avons attendu pour rendre compte aux lecteurs que se tienne la première réunion de la commission nationale issue de la rencontre.

Une grande partie de ce week-end fut consacrée à la discussion sur les problèmes de vécu, et cela permit de mesurer l'hétérogénéité de la LCR sur la question, mais aussi une attitude commune des homos militants. D'entrée de jeu, un camarade du comité central souligna : « Comment la LCR pourrait-elle intégrer mieux l'homosexualité que la société en dehors d'un courant homosexuel dans l'organisation ? (...) Le problème pour moi, c'est comment peser là-dedans ! Il faut que nous soyons présents dans les instances, et avec une pratique de masse dans les GLH. »

Mais ce même camarade reconnaissait peu après qu'il lui semblait bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'être pour l'instant à la fois « homosexuel déclaré et dirigeant de la Ligue ». Tout comme une participante, qui soulignait : « Je n'ai pas envie de me battre pour être reconnue comme lesbienne. Je n'en est rien à foutre ! Et d'ailleurs, l'intégration ne peut être que très abstraite. »

On ne discute pas de ce « problème »

En revanche, un militant des PTT, exclu en 1966 du PCF pour homosexualité, rejoignit la Ligue après que la cellule qu'il devait intégrer ait discuté de ce « problème ».

Une telle situation reste trop rare, et la plupart du temps les militants homosexuels restent très marginaux : tel ce camarade de province, seul militant au sein du GLH dans sa ville, et qui ressent terriblement le poids de l'isolement et de l'indifférence : « Je suis toléré, mais l'organisation se fout de ce que fais. Personne n'en discute et je me sens obligé de me justifier. »

Même situation pour un autre participant : « Quand j'en ai parlé en direction de ville, tout le monde a été très surpris... Puis, on est passé au point suivant ! Il n'y a toujours pas eu de débat dans ma cellule sur mon texte. »

Gêne, indifférence, parfois mépris ; le plus souvent l'idée répandue est que le problème n'est pas prioritaire... (même attitude il y a quelques années face aux femmes), et que de toute façon, ce n'est pas politique ! Rares sont les camarades qui comme au PCF nous expliquent que nous sommes des victimes du capitalisme (!!!), mais aussi une majorité renvoie la question à la victoire du socialisme ! En attendant ? Eh bien, vous militez pour la révolution...

Le plus extraordinaire est que l'énorme majorité des militants homos acceptèrent ce quasi-chantage ! La plupart d'entre nous étions plus ou moins culpabilisés par notre non-conformité à l'image virile du militant révolutionnaire — qui n'a pas de problèmes personnels, mais seulement des problèmes politiques — dévoué jour et nuit à la grande cause... D'où une fuite éperdue dans le militantisme afin d'acquiescer enfin une identité respectable, une reconnaissance sociale qui nous a fait défaut. Et, de temps en temps, à la sauvette, le vécu dans le ghetto, la peur, la honte... Si quelqu'un nous voyait ? Et pour beaucoup, au bout de quelques années, le départ de la Ligue afin de pouvoir vivre son homosexualité. C'est tout cela que Guy Hocquenghem, ancien dirigeant de la JCR (notre ancêtre !) expliquait déjà dans son interview au « Nouvel Observateur » en 1972 !

C'est ce subtil processus d'autorépression que nous refusons maintenant en apparaissant comme



militants homosexuels révolutionnaire. C'est pourquoi, expliqua un camarade de province : « J'ai mené la bagarre dans ma direction de ville pour que soit reconnu le droit pour les homos d'aller dans le ghetto, c'est-à-dire pour la prise en charge d'une éventuelle défense en cas de répression policière. » Combat important, car il n'est pas loin le temps où la Ligue abordait le problème de ses homosexuels en terme de vulnérabilité plus grande à la répression. Il est évident que la retranscription de ce débat sur le vécu est marqué par le faible nombre de lesbiennes qui participaient à la rencontre, il a été poursuivi en commissions non mixtes.

Une large discussion eut lieu le dimanche, qui permit de constater un accord très important sur de nombreux points : situation très positive dans la mesure où pourtant des membres de toutes les tendances du précédent congrès étaient là.

Les questions en débat

Le principal désaccord porta sur la place des lesbiennes : au sein des GLH ou dans des regroupements spécifiques dans le mouvement des femmes ? Le débat se poursuivra évidemment, d'autant plus que les regroupements actuels des lesbiennes sont encore trop limités pour que puissent s'en dégager des conclusions significatives.

Large accord en revanche sur le mouvement homosexuel à construire ou à développer : mouvement de masse, largement ouvert à tous les homos sans préalable, sur la base de la reconnaissance du droit à l'homosexualité : la conférence ne fit d'ailleurs que reprendre, sur ce point, les conclusions de la section américaine sympathisante, le Socialist Workers Party, qui après un large débat a adopté le mot d'ordre : « Gay is good ». Reste à le traduire !

Enfin, un débat sur les GLH fit ressortir l'importance du développement actuel du mouvement en province, et sa très grande diversité. Diversité qui nous semble précieuse et qu'il est important, à ce stade de début, de respecter. Confrontation qui devra se faire aussi au niveau international dans la mesure où le mouvement homosexuel y est parfois beaucoup plus développé qu'en France.

Enfin, des sorties de textes, et une deuxième rencontre sur la base d'un réel débat, sont prévus.

Alain,
membre de la commission
nationale homosexualité
de la LCR

MADAME DROGUE, SON RAPPORT ET LES POUBELLES

DE L'ELYSEE

« Mme Droque », devenue depuis secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice, a rendu public, hier, le rapport que lui avait commandé Giscard d'Estaing. Avant que tout le monde ne l'ait oublié dans la poussière des archives présidentielles, extrayons-en la substantifique moëlle. Ce sera vite fait : premièrement, la drogue est un problème social, deuxièmement, c'est l'affaire de tous, troisièmement, il faut s'informer, quatrièmement, il faut informer, cinquièmement, il faut réprimer les trafiquants, sixièmement, il faut « soigner » les toxicomanes... baratin archi-connu.

Le seul fait intéressant est qu'on n'y propose pas de modifier la loi de 1970 qui criminalise l'usage de drogue sans faire même l'élémentaire différence entre les « douces » et les « dures ».

La seule mesure sérieuse en ce domaine serait la dépenalisation totale de l'usage des drogues. Ce rapport, qui ne veut pas en entendre parler, n'est donc pas une chose sérieuse. Destination : la poubelle. On lui a déjà fait trop de pub.

D. F.

250 détenus en grève de la faim à La Santé LA REVENDICATION DE DIGNITE HUMAINE

Les détenus des QHS (quartiers de haute sécurité) ont suspendu leur mouvement de grève de la faim estimant qu'ils avaient atteint un premier but en portant le scandale de ce régime pénitentiaire d'exception sur la place publique.

Dans un texte qu'ils nous ont fait parvenir, d'autres détenus, emprisonnés à la Santé, annoncent qu'ils sont à leur tour en grève de la faim. C'est un mouvement tournant, commencé samedi dernier dans les première et deuxième divisions. Dimanche la quatrième s'arrêtait tandis que les deux premières continuaient, et mercredi, les blocs B et D entraient à leur tour dans la grève. Hier, ils étaient 250 selon le ministère.

Leurs revendications rejoignent celles déjà exprimées dans toutes les luttes de détenus : ils refusent la démolition, le dressage, « les privations pour nous faire accepter la merde », comme ils l'écrivent dans leur texte. Si la peine de prison « n'est que privation de liberté », c'est écrit dans la réforme de 1975,

alors leurs objectifs de lutte sont l'élémentaire exigence du respect de la lettre de la loi. C'est encore trop exorbitant pour l'administration pénitentiaire. Les détenus de la Santé décrivent ainsi ses méthodes :

« ... Mise à l'écart de tous les « leaders » et recours constant aux brebis bélantes pour les remplacer, volonté de doter les individus de statuts délibérément ambigus qui les conduisent à se prosterner devant l'autorité, prime à toutes les manifestations de servilité et d'obsequiosité, établissement d'un sentiment collectif tendant à persuader les prisonniers qu'ils se sont mis eux-mêmes à l'écart de l'ordre social qui les rejette désormais... » Passages à tabac, isolement, humiliations sont les moyens utilisés par les matons bien encadrés par Bonaldi et les deux sous-directeurs Bezon et Germain.

Etre en prison, c'est une chose, être ramené au niveau d'une machine obéissante, c'en est une autre, disent les détenus et ils le refusent. Avec raison.

D. F.

DU COTE DES RADIOS LIBRES

Les responsables de la station pirate flamande Radio-Uylenspiegel annoncent dans un communiqué publié jeudi en fin d'après-midi, la saisie de leur matériel par la police et TDF. Selon ce communiqué, cette saisie a eu lieu dimanche dernier à 16 h, à l'issue de la troisième émission de cette radio à Quaedypre, près de Dunkerque.

Emettant presque totalement en dialecte flamand, le programme de Radio-Uylenspiegel était spécifiquement destiné aux Flamands de France. « Face à cette situation, affirme le communiqué, la radio est un moyen idéal pour la défendre (la langue flamande NDLR), d'autant que notre revendication

s'inscrit tout naturellement dans le mouvement des radios libres qui se battent pour la liberté d'expression sur les ondes à travers toute la France. »

A Clermont-Ferrand, Radio-

Babylone a émis pour la première fois mercredi soir vers 21 h. « Radio-Babylone, 92 Mhz, un regard neuf sur le vieux monde » a diffusé un programme musical de rock.

Allo, ici radio de femmes

Allo, ici radio de femmes en quête de quelques MHz sur la bande de modulation de fréquence.

Nous ne sommes pas trop nombreuses et en plus nous

manquons de fanas de la bidouille. Toutes celles qui ont envie de participer au projet sont invitées à la réunion lundi 23 janvier à 19 h, faculté de Jussieu, à Paris, tour 46.

La musique en livres

Des décennies durant, l'histoire à l'école, c'était surtout la succession des guerres et la vie des « grands hommes ». En musique, c'était pire si possible. Bach, apprenait-on par cœur, a « fait » 21 enfants (avec deux femmes)... 6 concertos brandebourgeois et 200 cantates d'église ! Georges Sand (ah ! ces femmes qui font souffrir les hommes de génie...) se montre cruelle avec Chopin... qui compose donc un nocturne particulièrement nostalgique... Côté Europe de l'Est, la vision « marxiste » de l'histoire de la musique n'est pas beaucoup plus convaincante : certes, souvent, les livres commencent par un exposé économique du pays natal du musicien étudié... pour retomber, en seconde partie, sur les anecdotes amoureuses et psychologiques déterminant, paraît-il, le caractère de l'œuvre en question.

C'est assez récemment qu'un changement salutaire a fait son apparition dans l'historiographie musicale. Coup sur coup, viennent de paraître à Paris, deux ouvrages qui, chacun à leur manière, renouvellent plus qu'intelligemment leur sujet respectif : Brigitte Massin, chez Fayard, une étude de la vie et de l'œuvre de Schubert. Antoine Goléa, aux éditions musicales Alphonse-Leduc une histoire de la musique très personnelle, engagée, dont tout le second tome est consacré à la musique du XX^e siècle.

J.-F. G.

Schubert : un compositeur professionnel

● Entretien avec Brigitte Massin

● A peine paru, votre livre constitue un « événement » dans la vie littéraire, bien qu'il traite de Schubert, traditionnellement peu populaire auprès du public français. Comment interprétez-vous ce fait ?

— Pourquoi cacherais-je ma satisfaction : ce livre de plus de 1 300 pages fruit de plus de 15 ans de travail a été vendu en moins de 2 mois à plus de 7 000 exemplaires, en dépit de son coût (180 F). Les deux premiers surpris ont été l'éditeur et moi ! Je crois qu'un tel succès ne peut être compris que dans le cadre plus général d'un renouveau assez spectaculaire de la vie musicale en France, sensible notamment en province : activités des orchestres, des sociétés chorales, des opéras,

sans oublier un dépoussiérage certain de l'enseignement de la musique.

● Qu'est-ce qui vous semble différencier le plus Schubert de ses devanciers ?

— Assurément, c'est son statut social en tant que musicien. Bach, Mozart, Haydn voire Beethoven ont, leur vie durant, recherché un « poste » de maître de chapelle ou de professeur de musique auprès d'une cour, d'un grand prince ou au moins d'un mécène, et cela malgré la claire conscience qu'ils avaient de leur supériorité intellectuelle sur ces « parvenus » de naissance. Schubert, en fait, est le premier compositeur professionnel qui, après son expérience brève et guère concluante d'instituteur, consacre

son temps à écrire sans même passer par la carrière d'interprète-virtuose.

● Pourtant, on ressent fortement l'impression en vous lisant et par comparaison avec Mozart et Beethoven que bien qu'ayant de tous le moins d'attaches avec l'aristocratie, Schubert, des trois, est de loin le moins politisé ; on ne le voit pas s'inscrire nettement dans un combat politique comme Mozart, ne serait-ce que par le biais de la franc-maçonnerie, instrument révolutionnaire à l'époque, ou Beethoven par des interventions politiques directement perceptibles dans son œuvre (voir « Rouge » n° 314, 2 avril 1977).

— C'est exact ; il faut comprendre cela en considérant le caractère de l'époque précise où Schubert écrivait — ses toutes premières œuvres publiées datent de 1815 — c'est l'écroulement du rêve napoléonien et c'est donc le début de la vaste opération réactionnaire patronnée, à l'échelle européenne, par Metternich, depuis Vienne où habite Schubert. Le libéralisme étouffe, il est traqué et le devenir social des artistes d'origine toute petite-bourgeoise, comme Schubert est effectivement pour le moins problématique. Bien sûr, Beethoven, qui est mort en 1827, un an seulement avant Schubert, aurait pu être tout aussi autonome par rapport aux aspirations de la bourgeoisie libérale révolutionnaire ; nous dirons que Schubert a davantage vécu professionnellement, socialement, le mode de vie de la bourgeoisie, au plan quotidien, que contribué à son combat historique... Cela n'enlève rien à sa grandeur...

● Votre dernier livre, comme les précédents,



Franz Schubert

Libérer la musique

Un livre dont on aurait du parler depuis longtemps : « Libérer la musique » de Jean-Claude Lartigot et Eric Spregis (éditions universitaires 1975). Ce livre, lit-on sur la couverture, « s'efforce d'analyser la fonction de la musique dans une société de type capitaliste comme la France. Les rapports musique/société, musique/mass media, artistes/public, la pédagogie de la musique, la réflexion politique sur la question musicale en sont les éléments importants. animateurs culturels, travaillant dans le cadre de « Peuple et culture Nord », les auteurs ont rédigé leur livre dans le double cadre de leur vie professionnelle et de leur militantisme. Ils entendent montrer comment l'on peut « placer une action musicale en situation de rupture avec l'idéologie dominante ». Leurs chapitres intitulés

« La musique participe au maintien du système capitaliste » et « La musique parti-

cipe à l'exploitation capitaliste », font référence aux thèses par ailleurs connues de Baudelot et Establet sur « l'Ecole capitaliste en France » (Maspero) et, de fait, nous semblent quelque peu « gauchistes », introduisant l'éternelle confusion entre la façon dont la bourgeoisie utilise la musique et la diffuse et le contenu de l'art musical en lui-même. La musique n'est pas « neutre » ? Non, mais elle n'est pas non plus intrinsèquement perverse, bourgeoise... L'art en général, la musique en particulier, ont rarement engendré un recueil de remarques aussi fécondes pour la réflexion et pour l'action culturelle et militante anticapitaliste. Les conditions de production de la musique, son idéologie officielle, les axes de lutte prioritaires... Voilà des thèmes essentiels traités de façon plus qu'intéressante.

J.-F. G.

spots

● Ils ont des chapeaux ronds...

Du folk, on va bientôt en parler, en détail, dans « Rouge », dans un entretien avec la revue « Escargot Folk ». Mais on aurait besoin de renforts et d'informations, de province surtout. Alors, les folkeux, à vos plumes et sans rechigner. Les parigots, ils peuvent toujours, si l'envie leur en prend aller écouter : à Sceaux (avenue Georges-Clemenceau), les « Ménestriers », le 25 janvier à 21 h, aux Gémaux et à Clichy, Bernard Benoit, le 20 janvier, au théâtre Rutebeuf (allée Léon-Gambetta), pour un récital de guitare celtique.

● Je frappe, donc je suis !

A Rennes, les 14, 15, 16 et 17 février, à la maison de la culture, on vous offre un panorama de percussions en tout genre. Les invités : Daniel Humair, batteur de jazz, Christopher Tree, l'ensemble Puissance IV, D. Chemirani et Sylvio Gualda. Ambiance assurée !

● Jazzons, il en restera toujours quelque chose...

Mouffetard : 22 janvier, jusqu'au 31, Denis Leveillant, Pierre Rigaud et le groupe Abracadabra. Le 22, Amazonie, à 21 h : silence II : comme le titre l'indique une interrogation musicale sur le silence.

Belfort, le 10 février, au centre culturel de la Pépinière : Steve Lacy et son quintet.

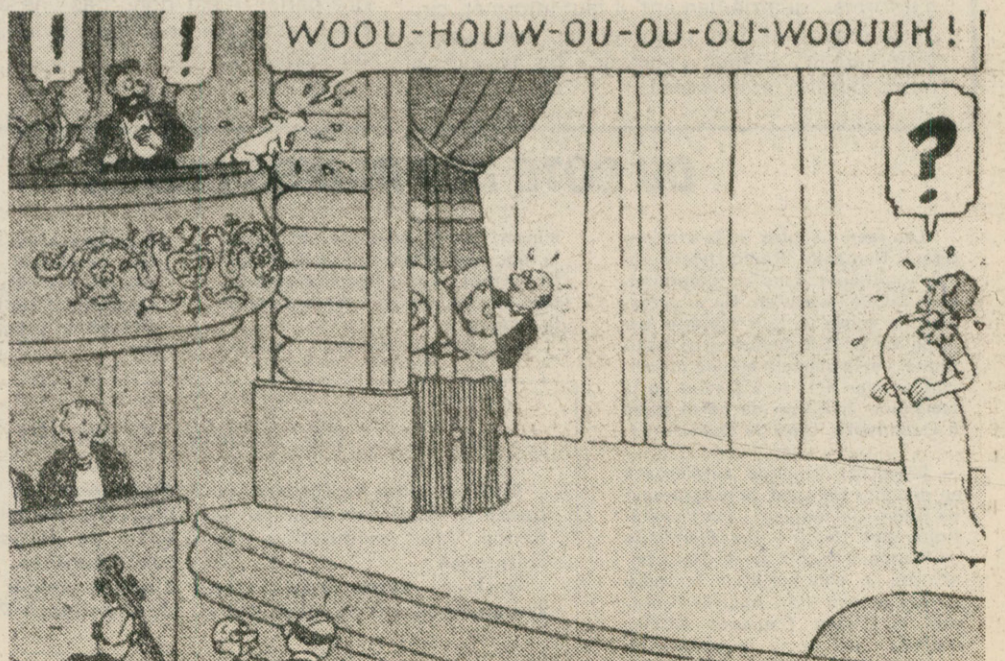
tranche avec la production musicologique habituelle par l'effort intense de toujours replacer la biographie et l'œuvre d'un auteur dans la réalité sociale profonde de son époque ; cela per-

met-il de vous dire marxiste ?

— Si être marxiste, c'est se sentir individuellement de gauche (après avoir appartenu plusieurs années, il y a un cer-

tain temps déjà, au PCF) et traiter « socialement » un sujet comme le mien, alors admettons...

Propos recueillis par J. F. Godchau



De la nuit des temps aux aurores nouvelles

Il serait déplorable de se laisser irriter par telle ou telle appréciation purement subjective que l'auteur exprime à propos d'un compositeur ou d'une école musicale. Car l'ensemble de ses deux volumes constitue réellement un élément de (re)découverte fort motivant de l'histoire de la musique. Outre la part considérable déjà signalée accordée à l'époque contemporaine, les cinq ou six premiers chapitres abordent des époques — et des régions — toujours sacrifiées : les civilisations musicales traditionnelles (c'est-à-dire extra-européennes), la double origine — juive

ou grecque — de la musique occidentale, l'impact du christianisme sur la formation de la musique médiévale et les rapports de cette dernière avec l'Eglise, sans oublier les Croisades puis le cadre des cours royales de la Renaissance sur la musique galante, le contenu idéologique des chants et poèmes des troubadours qui en disent long sur le statut des femmes en ces temps...

On aimera probablement la succession des études « personnelles » (Lully, Rameau, Berlioz, Liszt...) avec les synthèses sur les grands cou-

rants de la pensée musicale classique ou romantiques, française ou tchèque.

Qu'est-ce qui rend la situation de la musique dramatique au XX^e siècle ? C'est dit, dit A. Goléa, qu'« en tournant le dos à la musique du peuple, la plupart des compositeurs du XX^e siècle et même les plus grands ont creusé entre eux-mêmes et la belle grande musique de tout le monde un fossé infranchissable ». Et, par conséquent, « de plus en plus la musique du XX^e siècle est devenue dans son ensemble et dans une immense proportion un art mandarin ». Ou bien alors il faut en passer par

le pop ; mais quant à celui-ci, Goléa affirme à la fois que « le pop c'est la musique du XX^e siècle » en soupirant qu'« on en est là » et qu'il « est impossible de faire du pop autre chose que du pop... alors que « la musique populaire des temps anciens et encore jusqu'aux premières années du XX^e siècle, c'était de la musique ». C'est donc sous l'angle de ce divorce entre la musique de notre temps et le « grand public », divorce paradoxal vu les moyens techniques dont nous disposons pour diffuser plus que jamais toutes les musiques de tous les temps, que Goléa donne des aperçus consistants de la production musicale depuis Debussy jusqu'aux « jeunes Turcs de l'électronique, de l'aléatoire et de l'informel » en passant par l'école de Vienne (Schönberg, Webern et Berg), Prokofiev et l'école russe, l'école française de Messiaen à Boulez sans oublier les « jeunes vedettes » telles que Luigi Nono, K. Stochausen, Xenakis, etc. J.-F. G.

• « La Musique de la nuit des temps aux aurores nouvelles », A. Goléa, éd. musicales Alphonse-Leduc.

« Tout casser et recommencer »

• François Béranger



François Béranger en 1974

Lors de l'une de ses dernières prestations, sur scène parisienne, il y a un peu plus d'un an, un journaliste du « Monde » avait pondu un méchant article, sentencieux, pur exercice de style, dans lequel François Béranger était traité, sans aucune justification précise, de ringard.

Que Béranger soit l'un des chanteurs français parmi les plus populaires (l'une des plus fortes ventes de disques) dans la jeunesse, sans aucune aide des médias ; qu'il soit l'un des rares « chansonniers » à avoir su renouvelé le genre, sans aucune complaisance vis-à-vis des modes et de la cocacolonisation de la chanson populaire ; l'un des seuls interprètes de chansons politiques à avoir su échapper au style « rive gauche », chanteurs engagés chiantis pour patronage laïc... Rien qui ne vaille, à en croire certaines critiques comme celle du « Monde », la peine d'être analysé et mis à sa juste place.

Mais passons ! C'est vrai, Béranger a toujours suscité des réactions d'hostilité à droite comme à gauche. La droite ne lui pardonne pas ces « choses tellement vulgaires » qui parsèment ses textes ; car il chante dans « Manifeste » : « Comprenez vous entre nous cher ami / La réalité fait un peu l'arranger / La réalité vous savez comme c'est / Bien sou-

vent dégueulasse / Non dans une chanson pour faire des ronds / Il faut créer des images illusions / pour faire avaler à nos pauvres couillons / Notre ennui quotidien ». La gauche respectueuse, pour sa part, n'a, sans aucun doute, pas apprécié cette autre chanson, « Magouille blues », chanson de circonstance, histoire, comme le dit Béranger, mais toujours d'actualité : « Tous les sept ans et même parfois avant / On a droit au grand carnaval / Au carnaval de la magouille / Au grand défilé des ambrouilles » ; chanson sur les élections présidentielles de 1974, écrite en pleine campagne et dans laquelle Béranger prenait partie ; il voterait, au deuxième tour, pour le candidat de l'Union de la gauche, mais à regret ; « car plusieurs fois dans le passé / Il a sa veste retourné. »

Mais les critiques les plus acerbes, c'est souvent de l'extrême gauche qu'elle sont venues. Ces chansons seraient démobilisatrices. « Le Tango de l'ennui », « la Fête du temps », démobilisatrices ? Béranger leur répond dans une chanson sur la vieillesse : « Mais peut-être que pour nous /

Nous les vieux de demain / la vie aura changé / En s'y prenant maintenant / Nous-

mêmes et sans attendre / A refaire le présent. » Car si pour Béranger « les jours sont courts les nuits brèves », s'il n'est « pas interdit de rêver », s'il ne faut pas craindre « de nous réveiller morts / Sans avoir fait la révolution », que « rien de changé dans les usines / La gueule des mecs de l'équipe de nuit / Qui vont dormir quand le soleil se lève / Exténués abrutis », et que dans la farce électorale, « les seuls qui soient vraiment sympa / Qui soient un peu comme vous et moi / (je ne parle pas du royaliste / Ni bien entendu du fasciste) / C'est ceux qu'auront au bout du compte / Que deux ou trois pour cent des voix / Pourquoi ? »

« Sous les ponts de Paris coule la Seine... et la merde ». Et François Béranger n'a qu'un seul message à nous délivrer : « Que chacun prenne sa guitare et fasse sa propre chanson / Quand ce jour-là arrivera j'aurais plus à venir comme ça / Vous faire entendre mes discours et mes chansons d'amour » ; et ce jour-là, nous aurons toute la vie devant nous ; Alors « qu'est-ce qu'on attend pour tout arrêter / Tout casser et recommencer. »

Carol Bach

• François Béranger : à l'Elysée-Montmartre ; du 17 janvier au 11 février, 20 h (72, bd Rochechouart, Paris XVIII^e).

TF 1

- 13.00 Journal
- 17.55 A la bonne heure
- 18.25 Pour les jeunes
- 18.55 L'accusée (feuilleton)
- 19.15 Une minute pour les femmes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir
Une histoire de brigand, une pièce de Jacques Deval.
- 22.40 Allons au cinéma

A 2

- 14.00 Aujourd'hui madame
- 15.00 Les brigades du tigre
- 15.55 Aujourd'hui magazine
- 17.55 Fenêtre sur
- 18.25 Dorothée et ses amis
- 18.40 C'est la vie
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les six jours d'A 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Les folies Offenbach (sixième et dernier épisode)
- 21.35 Apostrophes
Sur la littérature fantastique.
- 22.45 Journal
- 22.50 Les filles à papa, un film israélien de Moshe Mizrahi (1974)
Film insignifiant qui se veut une critique du patriarcat phallogratique mais n'est qu'un pesant vaudeville familial.

FR 3

- 19.05 Télévision régionale
- 19.40 Tribune libre : la Nouvelle Action française
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 La qualité de l'avenir : la qualité de la ville
- 21.30 Les guerriers du soleil
- 22.20 Journal

AU GRAND NATIONAL KABYLE

Après le Palace, c'est au palais des Glaces de fermer ses portes. Momentanément, on espère du moins. Le problème des salles de spectacles à Paris n'est pas un mince problème. Le palais des Glaces, c'est un vieux cinéma, mal ou pas chauffé, une acoustique mauvaise ; mais beaucoup d'ambition. Trop peut-être par rapport aux moyens et

aux possibilités que l'équipe du palais avait à sa disposition pour répondre à tous les problèmes et particulièrement aux problèmes financiers et taxes en tout genre. Fin décembre, le palais des Glaces avait programmé de la chanson kabyle. En guise d'au revoir (à bientôt) à l'équipe du palais, quelques impressions d'une soirée chaude.

Salle comble, au palais des Glaces, pour Idir, chanteur kabyle en renom dans l'émigration.

Dès la première chanson s'instaure la complicité nationale, chaleureuse, sympathique. Avant chaque chanson, le présentateur traduit la chanson d'Idir en français ; il avertit que ceux qui sont venus pour l'exotisme, les palmiers, le pétrole, la danse du ventre, vont être déçus. En effet, Idir chante les racines d'un peuple dont la culture et la langue demeurent opprimées, et au passage, il égratigne durement les bureaucrates dont le premier souci est de se montrer à la télé.

Dans la salle, les interpellations, les youyous et bientôt les danses tissent la complicité avec la scène. Au passage, une chanson rend hommage au combattant de la guerre de libération nationale, Amirouche, et nous tiquons un peu parce que l'histoire a conservé le souvenir aussi de sa folie meurtrière.

La fièvre monte dans la grande fête du nationalisme kabyle. Et voici le mouvement d'enthousiasme fatal : dans un bel élan, le présentateur invite à acclamer la grande équipe de foot kabyle (hourras)... et Machin, le grand boxeur kabyle, à mon-

ter sur scène. Délire et ovations.

Machin monte, il tripote le micro de ses mains comme des battoirs et ne sait trop que dire, si ce n'est qu'il affrontera bientôt un Anglais. Et la musique se redéchaîne tandis qu'un petit malin qui a apporté son Polaroid mitraille sous tous les angles Machin tendrement enlacé par les plus fervents de ses supporters.

La danse monte sur la scène. Les robes berbères brillantes tournoient. Finalement, il y a bien un peu de danse du ventre... La musique est toujours aussi belle.

A. B.

Chansons pour ceux qui tremblent

• Claude Antonini

« Je suis profondément internationaliste »

« A Haïti, de nos jours, des hommes meurent de faim, et nous en France, pendant ce temps-là, on pense au réveil-lon. »

Claude Antonini est une chanteuse engagée, bien qu'elle refuse cette appellation : « Ce que je fais concerne tout le monde. Ceci dit, je ne voudrais pas chanter pour une chapelle. » Comme elle le dit, Claude ne prétend pas faire la révolution avec des chansons ; Pour elle, ce disque est un témoignage.

« Je participe au change-

ment pour un monde nouveau. Il y a une classe opprimée de par le monde, et c'est celle-là qu'il faut défendre, cela va largement au-delà de la France. Je suis profondément internationaliste. » « Je m'intéresse particulièrement au cas palestinien. Je porte aussi beaucoup d'intérêt aux poètes algériens comme Rachid Bondjra ou palestiniens comme Mohamed Darwich et d'autre encore. »

Claude Antonini est une chanteuse qui dérange, et qui chante avec une belle voix forte et grave et, lorsqu'on l'écoute, quelque chose se

passé d'elle à nous. Elle chante les poètes algériens, chiliens. Elle chante aussi pour la Palestine avec une chanson « qu'elle a écrite et mise en musique « la Colline du thym » en l'honneur des combattants du camp de Tell el Zaatar.

Mais pour elle chanter pour la Palestine, c'est chanter pour les hommes et les femmes qui tremblent quand ils parlent, quand ils murmurent, quand ils pensent parce qu'ils revendiquent le droit à l'existence.

L. S.

• Claude Antonini : le cœur partisan. Disques Alvares Y 826.

La Coupe du monde de football en Argentine

La junte militaire argentine prépare activement la Coupe du monde de football qui doit débiter à Buenos Aires, le 1^{er} juin prochain, pour une durée de 25 jours. Alors que les enlèvements, les disparitions, les assassinats, les tortures et les activités séditionnelles d'organismes paramilitaires se multiplient dans le pays, la junte voit dans l'organisation du championnat mondial de football une occasion en or pour donner une caution à son régime. La présence sur le territoire argentin de milliers de journalistes et de sportifs devraient, selon le général Videla, permettre aux médias d'oublier l'existence de centres de tortures où croupissent des milliers de prisonniers politiques.

Mais contrariant ainsi son projet avant que ne débute la compétition partout dans le monde, des voix s'élèvent afin de protester contre cette entreprise qui est une véritable affaire d'Etat. Parmi celles-ci, Marek Halter figure en bonne place. Peintre, écrivain, auteur du « Fou et les rois » (prix Aujourd'hui 1975), c'est lui qui a lancé cette idée de boycott de la Coupe du monde. Ayant vécu de longues années en Argentine, il connaît bien la situation intérieure du pays. « Je connais tous ces gens qui meurent là-bas » dit-il amèrement. Nous l'avons donc rencontré : il nous expose aujourd'hui ses vues sur les derniers événements du pays avant de revenir demain sur la campagne de boycott qu'il a lancée il y a quelques semaines déjà.

Denis Caron



Helmut Schien, l'entraîneur de l'équipe allemande, se voit expulsé du stade de Mar del Plata par deux militaires argentins alors qu'il désirait accorder une interview pour une chaîne de télévision. Le stade sera la chasse gardée des militaires durant tout le Mondial (photo UPI).

Un entretien avec Marek Halter

● Pouvez-vous d'abord dresser un tableau de l'état de la répression en Argentine ?

— Le meilleur compte rendu de la répression en Argentine a été apporté par un dossier préparé par le State Department. Celui-ci a été remis par Cyrus Vance à Videla lui-même, le 21 novembre dernier pendant le séjour du secrétaire d'Etat américain à Buenos Aires. Des éléments de ce dossier ont été repris par les journaux du monde entier.

La répression se fait sur différents plans. Tout d'abord contre ce que la junte appelle la « subversion ». Pour les militants argentins, ce n'est pas seulement les gens qui prennent les armes et organisent la guérilla, mais tous ceux qui leur paraissent pouvoir être sympathisants de la guérilla. Cela rappelle l'expression du général Iberico Saint-Jean, le gouverneur de la province de Buenos Aires, qui disait que la junte va d'abord « tuer tous ceux qui font de la subversion, puis tous ceux qui aident la subversion ensuite tous ceux qui sont sympathisants de la subversion, ensuite tous les « tièdes » et enfin, tous les « indifférents. » ! Quand un journaliste, un de mes amis, lui a demandé s'il avait vraiment dit cela, il lui a répondu : « Jamais de la vie. » Mais quelques instants après, il

s'est adressé à un autre journaliste en lui demandant : « Mais voyez-vous un autre moyen pour lutter contre la subversion ? »

La répression s'échelonne donc à tous les niveaux et elle est faite, c'est cela qui est terrible, par diverses polices parallèles. Chaque corps d'armée a sa police, ses prisons, ses centres de torture. C'est le système qui a accepté, qui a instauré cette « décentralisation » de la lutte contre la « subversion » qui permet à chaque gouverneur de province, à chaque corps d'armée, à chaque général, de torturer des gens et d'essayer d'enlever des personnes qui leur paraissent suspectes.

Il y a donc différents niveaux. Par exemple, dernièrement, on a congédié tous les médecins, tous les professeurs juifs des universités et des hôpitaux. Pourquoi ? Parce que la junte considérait qu'ils étaient trop libéraux. On joue là sur deux tableaux : d'une part, on joue sur le sentiment que l'on peut toujours faire naître qui est le sentiment raciste, antisémite et, d'autre part, on essaie de se débarrasser d'un groupe de gens qui est ouvert vers le monde.

La première préoccupation de la junte est d'essayer d'avoir une Coupe du monde « propre ». C'est-à-dire sans aucune manifestation et sans aucune répression apparente

Il faut crier dès que la barbarie apparaît quelque part

pour que la presse ne puisse pas s'en saisir. C'est pour cela qu'aujourd'hui, on commence déjà à enlever ou faire disparaître dans différentes usines, les syndicalistes les plus actifs. On a fait disparaître ces deux religieuses françaises qui étaient, sans doute, capable de réunir un certain nombre de femmes et de mères de détenus pour manifester devant la presse internationale. On les fera peut-être réapparaître après la Coupe du monde, mais pas avant, malgré toutes les assurances que Videla a pu donner à l'envoyé spécial d'Edgar Faure. On fait la même chose à l'université.

Les gens qui sont les plus actifs, ceux qui ont le plus de notoriété pour pouvoir mobiliser un peu l'opinion publique, ceux-là disparaissent...

● Comment la junte militaire argentine conçoit-elle la Coupe du monde, sa Coupe du monde, et comment l'organise-t-elle ?

— Pour la junte, cette Coupe du monde est une aubaine. Il est vrai qu'elle a hésité durant un moment car elle avait peur de laisser entrer tant de journalistes et de touristes que l'on ne peut pas forcément tous contrôler.

Mais après en avoir discuté, les militaires argentins ont tout de même vu qu'ils pourraient en retirer des avantages extraordinaires. Tout d'abord sur le plan économique : d'après les différents calculs effectués par la presse hollandaise et la presse espagnole, il restera, après toutes les

dépenses, près de 12 millions de dollars net dans les caisses de l'Etat argentin. A cela s'ajoute bien évidemment les devises apportées par les touristes, plus le travail fourni à des dizaines de milliers d'ouvriers pendant de longs mois.

Mais c'est surtout sur le plan politique que la junte était intéressée par la Coupe du monde de football. Elle voyait dans cet événement un moyen extraordinaire de propagande dans le monde entier pour redorer un peu l'image de marque de l'Argentine. L'Argentine a besoin du monde pour les échanges commerciaux, pour les investissements.

C'est pourquoi, la junte militaire a chargé une des plus grosses agences de « public relation » en Amérique, la Burson-Marsteller, de préparer dans les meilleures conditions le déroulement de la Coupe du monde. Après un travail de plus de six mois, cette agence leur a donné une brochure de 150 pages dans laquelle tout est prévu : comment manipuler la presse, comment contrôler les touristes, comment surveiller les spectateurs, comment veiller sur la télévision. Cette brochure contient également des indications susceptibles de donner une image démocratique de la junte militaire dans la presse mondiale. Ce travail a coûté beaucoup d'argent : certains parlent de six millions de dollars...

● Malgré tous les avantages qu'elle pourrait retirer de l'organisation de cette

Coupe du monde, la junte a tout de même peur des événements qui pourraient éventuellement se produire : elle n'est tout de même pas très sûre de son affaire...

— C'est certain. Si la junte était sûre de son affaire, elle n'aurait pas besoin de dépenser tant de millions pour la propagande. Les militaires argentins se rendent bien compte de l'opposition grandissante à l'intérieur du pays. Il faut dire que l'Argentine est un pays très spécial que les gens comprennent mal. La grande masse des Argentins est restée péroniste. Péroniste dans le sens d'une certaine idée du socialisme, disons un socialisme adopté à la situation argentine.

C'est aussi un attachement à certains avantages que le prolétariat argentin a acquis à l'époque de Peron : droit de grève, libre association, représentation ouvrière dans les usines, les congés payés, la Sécurité sociale, etc.

Tous ces avantages leur sont en grande partie retirés par la junte militaire. La revendication ouvrière se fonde donc sur les conquêtes intérieures à l'époque du péronisme. Cette force-là, il faut la mater si l'on veut apparaître devant la presse mondiale comme le « représentant légitime d'un peuple ».

● Vous avez été à l'initiative de la campagne de boycott de l'Argentine qui doit donc être le siège de la prochaine Coupe du monde. Pourquoi proposer une telle mesure ?

— L'Argentine est une de mes patries. Je connais tous ces gens qui meurent là-bas.

Mais, je suis comme tout le monde : je n'ai pas crié assez fort tout de suite. C'est une faute. Car j'ai appris dans ma vie qu'il faut crier dès que la barbarie apparaît quelque part, sinon elle nous envahit, elle nous tue.

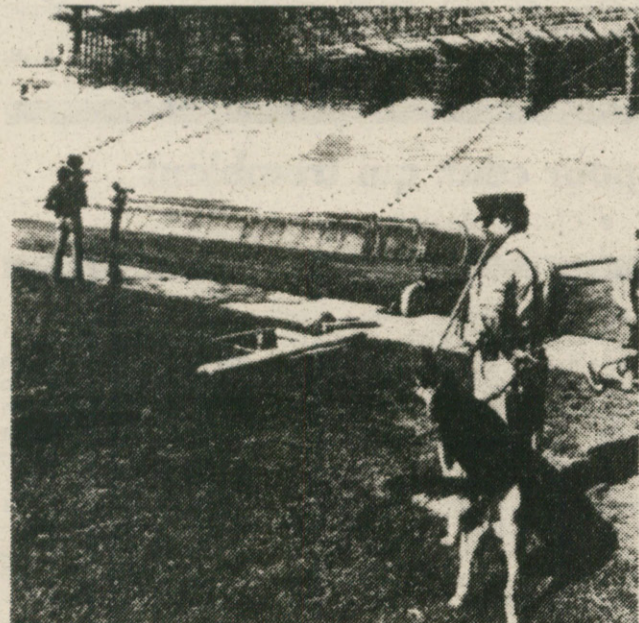
Je me suis demandé comment sensibiliser les gens sur un problème qui leur paraît lointain. Lointain, parce qu'il n'y a aucune possibilité d'identification. Avec le Chili, c'était simple : les communistes français retrouvaient les communistes chiliens, les socialistes français les socialistes chiliens, les gauchistes français, le MIR chilien, les chrétiens français, les chrétiens chiliens, etc. Il y avait « un correspondant » là-bas. Et cette identification était tout à fait naturelle. Avec l'Argentine, cette identification n'existe pas. C'est pour cela d'ailleurs que la majorité des réfugiés argentins qui sont en France sont tout à fait « paumés » : ils ne savent pas sur qui « s'accrocher ».

Je savais cela : je me suis dit si je parle de l'Argentine en disant qu'il y a des morts, quelle portée cela aura ? Au Cambodge, il y a plus de morts qu'en Argentine, chez Amin Dada aussi. Et puis, à la suite de la publication d'une tribune dans « le Monde », j'ai reçu une centaine de lettres. Parmi celle-ci, il y en avait une d'un homme de 72 ans, qui me disait avoir essayé de lancer l'idée de boycott des Jeux olympiques de 1936 à Berlin afin de protester contre la naissance du fascisme. Il me disait : vous êtes jeune, vous pouvez certainement lancer un appel pour le boycott de la Coupe du monde.

J'ai trouvé que son idée était bonne. J'y ai réfléchi et j'ai effectivement lancé l'appel.

Les véritables intentions de la junte

« Le Mondial, comme fait sportif, est une excuse pour ouvrir au monde une fenêtre, durant 25 jours, qui serve l'image du pays. La réalisation du championnat est une décision politique qui va plus loin que les considérations économiques en fonction de l'obtention d'un objectif qui est la transformation de l'image de l'Argentine. » Cette déclaration est « l'œuvre » du général Merlo, le président du Comité d'organisation de la Coupe du monde. Il l'a prononcée lors d'une conférence de presse le 5 octobre dernier à Buenos Aires. Elle en dit long sur l'importance qu'accorde la junte militaire argentine au bon déroulement de la Coupe du monde. Elle permet également de dévoiler ses intentions...



Les militaires argentins, accompagnés de leurs fidèles chiens, surveillent les derniers travaux dans le stade de Mendoza. Un avantage du Mondial ? (photo UPI)